



AICCRA
Accelerating Impacts of CGIAR
Climate Research for Africa



Mémoire

Analyse de la participation des populations dans la mise en œuvre des projets de développement : cas du projet Accélération des impacts de la recherche climatique du CGIAR pour l'Afrique dans la commune de thiel



Sadio DEME | Gervais MENDY | Fara KONARE |

Mai • 2024

Pour citer ce rapport

Sadio DEME, Gervais MENDY, Fara KINARE, Mai. 2024. Analyse de la participation des populations dans la mise en œuvre des projets de développement : cas du projet Accélération des impacts de la recherche climatique du CGIAR pour l'Afrique dans la commune de Thiel. Accelerating Impacts of CGIAR Climate Research for Africa (AICCRA)

Remerciements

Le projet Accélérer les impacts de la recherche climatique du CGIAR pour l'Afrique (AICCRA) est un projet qui contribue à créer un avenir africain adapté face au climat, axé sur la science et l'innovation dans l'agriculture. Il est dirigé par l'Alliance of Bioversity International et le CIAT et soutenu par une subvention de l'Association internationale de développement (IDA) de la Banque mondiale.

A propos des rapports AICCRA

Ce mémoire met en exergue les efforts du projet AICCRA Sénégal dans la dissémination à grande échelle des technologies AIC à travers la mise en place de parcelles pilotes.

Clause de non-responsabilité

Ce document de travail n'a pas été examiné par des pairs. Toutes les opinions exprimées dans le présent document sont celles du ou des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les politiques ou les opinions de l'AICCRA, des donateurs ou des partenaires.

Sous licence Creative Commons Attribution – Licence internationale 4.0 non commerciale. © 2023 Accelerating Impacts of CGIAR Climate Research for Africa (AICCRA)

Photos

© ANCAR/Sadio DEME

Partner



About AICCRA



Accelerating Impacts of CGIAR Climate Research for Africa (AICCRA) is a project that helps deliver a climate-smart African future driven by science and innovation in agriculture. It is led by the Alliance of Bioversity International and CIAT and supported by a grant from the International Development Association (IDA) of the World Bank. Explore our work at aiccra.cgiar.org

aiccra.cgiar.org

aiccra@cgiar.org

[CGIARAfrica](#)



RESUME

Cette étude examine la participation des populations durant la phase de mise en œuvre du Projet Accélération des Impacts de la Recherche Climatique du CGIAR pour l'Afrique (AICCRA). La commune de Thiel est l'une des communes d'intervient du projet et par ailleurs la zone choisie pour circonscrire cette étude.

L'objectif de cette étude consiste à contribuer à l'amélioration du processus de mise en œuvre des projets pour une meilleure participation des populations. Pour mener à bien cette étude, nous nous sommes posé la question de savoir : *Quelle est la contribution de la participation de la population dans la mise en œuvre des projets ?* Sur la base de cette question centrale, deux questions subsidiaires ont été ressorties pour mieux cadrer cette étude. Il s'agit :

-Le niveau d'engagement des populations constitue-t-il une condition pour le succès des projets de développement ?

-L'existence d'un cadre locale de concertation constitue t- elle un moyen pour faciliter la mise en œuvre des projets de développement ?

En effet, ce sujet a été déjà traité par beaucoup d'auteurs, institution internationale, toutes avec des opinions convergentes sur l'importance de la participation populaire dans les étapes de vie des projets. C'est alors, nous comprenons malgré cette importance de la participation populaire, leur niveau d'implication peut varier selon la nature et le secteur du projet.

Après des enquêtes effectuées sur le terrain, il ressort de cette étude que la participation de la population a été bien prise en compte durant la phase de mise en œuvre du projet AICCRA. Elles ont été activement impliquées de toutes les activités réalisées à la base. La majorité des interviewés souhaitent d'ailleurs, qu'il y ait plus d'informations et de communication entre les partenaires et les communautés locales. En plus, l'enquête a révélé que 91,3% des bénéficiaires disent que les objectifs du projet prennent en charge leurs attentes.

Cependant, l'appropriation des applications mobiles de conseil pose problème à cause d'un problème d'accès aux Smartphones par bon nombre de producteurs. Le plus grand nombre d'entre eux ne dispose que de téléphones simples donc ne peuvent utiliser ces applications.

Les conclusions de la recherche nous ont conduits à formuler des recommandations afin que les projets ou programmes futurs puissent améliorer leur façon de faire avec les communautés de base et les collectivités locales pour une réussite de cette importante étape de vie du projet.

Mots-clés : *analyse, population, mise en œuvre, participation, projets de développement*

ABSTRACT

This study examines the participation of populations during the implementation phase of the CGIAR Climate Research Impact Acceleration Project for Africa (AICCRA). The municipality of Thiel is one of the municipalities involved in the project and is also the area chosen to define this study.

The objective of this study is to contribute to the improvement of the project implementation process for a better participation of the population. To carry out this study,

To carry out this study, we asked ourselves the question: *What is the contribution of the participation of the population in the implementation of the projects?* On the basis of this central question, two subsidiary questions were identified to better frame this study.

These are:

- Is the level of commitment of the population a condition for the success of the projects?
- Is the existence of a local framework for consultation a means of facilitating the implementation of projects?

This subject has already been dealt with by many authors, international institutions, all with converging opinions on the importance of popular participation in the life stages of projects. It is then, we understand, despite this importance of popular participation, their level of involvement can vary depending on the nature and sector of the project.

Based on field surveys, the study shows that the participation of the population was well taken into account during the implementation phase of the AICCRA project. They have been actively involved in all activities carried out at the grassroots. The majority of interviewees would like to see more information and communication between partners and grassroots communities. In addition, the survey revealed that 91.3% of beneficiaries say that the project's objectives support their expectations.

However, the appropriation of mobile consulting applications is a problem because of a problem of access to smart phones by many producers. Most producers only have simple telephones.

The findings of the research led us to formulate recommendations so that future projects or programs can improve the way they work with grassroots communities and local communities for the success of this important project stage.

DÉDICACE

Je dédie ce travail à toute ma famille qui a œuvré pour mon éducation et mon instruction.

REMERCIEMENTS

Nous remercions sincèrement, à travers les présentes lignes, tous ceux qui ont, de près ou de loin ont contribué à la réalisation de ce travail. Nos intentions vont particulièrement :

A tous nos collègues de l'Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural (ANCAR) qui de près ou de loin ont contribué à la réalisation de ce document plus particulièrement à M. Thierno Aliou TAL, Chef Service Recherche-Développement à la DG, M. El hadji Abdoulaye BITEYE, Chef Service Conseil Agricole Rural et Innovation à la DZSP/Louga, M. Chérif DIAWARA, Technicien Spécialisé et Point Focal du projet AICCRA à la DZSP/Louga.

A tout le personnel de l'unité de Coordination du projet AICCRA Sénégal plus particulièrement au Dr WOROOU Nadine, Coordinatrice du projet, M. NOUROU-DINE Yessoufou, Chargé du suivi et évaluation du projet et M. Lamine DIEHIOU, chargé de communication du projet, pour leur disponibilité, leur acceptation pour que le thème de ce présent mémoire soit appliqué à leur projet. Veuillez recevoir mes sincères remerciements et ma reconnaissance.

A nos condisciples pour la solidarité entretenue et les relations amicales tissées au sein de notre promotion durant tout au long de notre cursus de formation, merci chers camarades ;

A nos parents, ami(e)s et connaissances, pour leurs intérêts particuliers à la réalisation du présent document.

A toute la direction de l'Institut Supérieur de Management (ISM) particulièrement à ceux du « ONLINE », le corps professoral, les conseillères financières et pédagogiques à l'image de Madame DIOP Khady NDIAYE pour sa disponibilité et son pragmatisme ;

A tout le personnel de l'entreprise de JOKALANTE pour leur disponibilité et engagement ;

A tout le personnel de la radio communautaire de Thiel FM 102.1 ;

A tout le personnel de la Collectivité locale de Thiel plus particulièrement au Maire et le Secrétaire municipal ;

A tous les acteurs impliqués qui ont bien voulu accepter de répondre à notre enquête ;

Mention spéciale à notre encadreur Mr Fara KONARE que nous ne remercierons jamais assez d'avoir bien voulu accepter de nous encadrer pour la réalisation de ce présent document, merci cher Mr Fara KONARE pour votre temps accordé et les orientations utiles données tout au long du processus de rédaction de ce présent document ;

A ma chère épouse pour son soutien inconditionnel et indéfectible, merci chère épouse ;

A toutes et à tous nous réitérons nos remerciements les plus sincères ;

SIGLES ET ABBREVIATIONS

ADID	Association pour le Développement Intégré de Dahra
AIC	Agriculture Intelligente face au Climat
AICCRA	Accelerating impacts of CGIAR Climate Research for Africa / Accélérer l'Impact de la Recherche Climatique du CGIAR pour l'Afrique
AFNOR	Association Française de Normalisation
AFS	Association France Sénégal
ANACIM	Agence Nationale de l'Aviation Civile et de la Météorologie
ANCAR	Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural
AVSF	Agronomes Vétérinaires Sans Frontière
CAD	Comité d'Assistance au Développement
CAR	Conseiller Agricole et Rural
CDCAR	Cadre Départemental de Conseil Agricole et Rural
CEP	Champs Ecole Paysan
CEAP	Champs Ecole Agropastoral
CGIAR	Consultative Groupe for International Agricultural Research /Groupe Consultatif pour la Recherche Agricole Internationale
CH ₄	Méthane
CIS	Climate Information Service/ Service d'Information sur le Climat
COP	Conférence des Parties
CSA	Climate-Smart Agriculture
CO ₂	Gaz Carbonique
DG	Direction Générale
DZ-SP	Direction de Zone Sylvo-Pastorale
DZ-SOHC	Direction de Zone Sénégal Oriental et Haute Casamance
DZ-BAS	Direction de Zone Bassin Arachidier Sud
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
GES	Gaz à Effet de Serres
G2G	Gouvernement à Gouvernement
ILRI	International Livestock Research Institute/Institut International de Recherche sur l'Elevage
ILCA	Centre International de l'Elevage pour l'Afrique

ILRAD	Laboratoire Internationale de Recherche sur les maladies Animales
ISAT	Integrated Sustainability Assessment Tool / Outil intégré d'évaluation de la durabilité
ISM	Institut Supérieur de Management
ISRA	Institut Sénégalais de Recherche Agricole
ISO	Organisation Internationale de Normalisation/International Standardization Organisation.
N2O	Protoxyde d'Azote appelé aussi Oxyde Nitreux
PAFA-E	Projet d'Appui aux Filières Agricole Extension
PASA	Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire dans les régions de Louga, Matam et Kaffrine.
LOUMAKAF	
PDC	Plan de Développement Communal
PforR	Pogram for Results /Programme pour les Résultats
PRAPS	Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel
OCB	Organisation Communautaire de Base
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economique
OP	Organisation de Producteur
O3	Ozone ou Trioxygène
RESOPP	Réseau des Organisations Paysannes et Pastorales
SAIDA	Services Agricoles et Inclusion Digitale en Afrique
TS	Technicien Spécialisé
UADB	Université Alioune Diop de Bambey
USAID	United State Agency International Développement/ Agence Américaine pour le Développement International
USSEIN	Université Sine Saloum El hadj Ibrahima NIASS
URAC	Union des Radios Communautaires

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Matrice d'un cadre logique :	30
Tableau 2 synoptique de la revue critique de littérature.	36
Tableau 3 : Synthèse des projets ayant intervenus dans la commune.....	39
Tableau 4 récapitulatif des villages et les bénéficiaires à enquêter.	45
Tableau 5 : Organisations, structures, et OCB dont le guide sera administré.	45
Tableau 6 : Synthèse des projets et programme intervenus dans la commune de Thiel.....	69
Tableau 7: Identification des zones en fonction du nombre de village de la commune de Thiel	87
Tableau 8 : Répartitions des responsabilités entre populations et agents extérieurs	88

LISTE DES FIGURES

Graphique 1: Présentation des populations de la commune selon les tranches d'âges.....	43
Graphique 2 : Répartition de population active dans le domaine agricole.	43
Graphique 3 : Genre.....	47
Graphique 4 : Tranche d'âge des individus interrogés	48
Graphique 5 : Niveau d'étude des enquêtés.....	49
Graphique 6: Activités menées par les bénéficiaires.	50
Graphique 7: Formations bénéficiées dans le cadre du projet	51
Graphique 8: Les thématiques de formations animées au profit des bénéficiaires	52
Graphique 9: Besoin en formation exprimés.	53
Graphique 10: Canal par lequel vous avez connu le projet.	54
Graphique 11: Niveau de connaissance des objectifs du projet.....	55
Graphique 12: Organisation de réunion d'information et de communication.	56
Graphique 13: Participations aux réunions d'information et de sensibilisation.	57
Graphique 14: Bénéficiaire du projet AICCRA.....	58
Graphique 15: Réception d'appels vocaux de conseils agrométéorologiques.	58
Graphique 16 : Existence de cadre locale d'organisation des producteurs.....	59
Graphique 17: Apport des organisations locales au niveau de la base	60
Graphique 18: Communication dans le projet	61
Graphique 19: Appréciation de la communication avec les partenaires.....	62
Graphique 20: Appréciation du niveau de satisfaction des acteurs relatif à leur implication sur le projet.	63
Graphique 21: Participation aux visites d'échange et à l'évaluation à mi-parcours du projet.	65
Graphique 22: Appréciation de la qualité de la collaboration et partenariat d'AICCRA...	66
Graphique 23 : Difficultés rencontrées par les bénéficiaires dans la mise en œuvre du projet.	67
Graphique 24: Les points à améliorer dans la mise en œuvre du projet	68

LISTE DES CARTES

Carte administrative de la commune de Thiel : 87

SOMMAIRE

RESUME.....	3
ABSTRACT	4
DÉDICACE	5
REMERCIEMENTS	6
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	7
LISTE DES TABLEAUX.....	9
LISTE DES FIGURES.....	10
LISTE DES CARTES.....	11
SOMMAIRE	12
1. INTRODUCTION.....	13
2. PREMIERE PARTIE : CADRE THEORIQUE	25
3. DEUXIEME PARTIE : CADRE ANALYTIQUE.....	41
ANNEXES :	86

1. INTRODUCTION

Marqué par un phénomène mondial qui ne laisse personne indifférent, le changement climatique constitue un problème difficile jusque-là à être maîtrisé malgré les multiples rencontres entre les experts et les gouvernements des pays du monde entier à l'image de la conférence des parties (COP) et d'autres instances de prise de décisions. Aucun pays qu'il soit du Sud ou du Nord n'est à l'abri de ce phénomène mondial.

A l'instar du Sénégal qui est un pays de l'Afrique de l'Ouest avec une population générale estimée à 18 032 473 habitants avec un taux de croissance annuelle de 2,9% selon le Rapport du Cinquième Recensement général de la Population et de l'Habitat 2023.

L'Etat continue de déployer d'énormes moyens à tous les secteurs pour permettre d'atténuer les impacts de ce fléau mondial renforcé par les effets de la COVID-19, la guerre de l'Ukraine et bien d'autres facteurs qui rendent la vie des populations plus vulnérable à la pauvreté.

Conscient que cette pauvreté serait due essentiellement aux difficultés de mobiliser en interne des ressources suffisantes pour répondre aux besoins des populations, le Gouvernement du Sénégal à l'instar des autres pays du sud a identifié des voies et moyens afin d'atténuer et de s'adapter face aux impacts négatifs causés par ce phénomène et relancer son économie.

C'est dans cette optique que le Sénégal mobilise par diverses sources (bilatéral, multilatéral, ONG) des financements pour mettre en œuvre ses politiques de développement. Dès lors, des projets et programmes sont conçus et mis en œuvre grâce aux concours des Partenaires techniques et financiers pour développer les secteurs de l'économie tels que le secteur primaire, les infrastructures, la santé, l'habitat et bien d'autres etc.

Sur le terrain, on distingue les plus souvent trois catégories d'exécutants de projets que sont : l'Etat, les Collectivité territoriales et les organisations non gouvernementales (ONG).

D'abord, les projets exécutés par l'Etat s'inscrivent dans les stratégies d'intervention de ses bailleurs de fonds et connaissent une implication parfois timide des populations du fait que la plupart des travaux soient exécutés par des prestataires spécialisés qui ne respectent pas toujours leurs engagements vis-à-vis de la population locale. Un tel comportement conduit à une méfiance au pire des cas un retrait des populations durant la mise en œuvre du projet voire la conception d'un nouveau projet. Quant aux projets initiés et mis en œuvre par les collectivités territoriales, même s'ils répondent aux besoins des populations, la participation est parfois limitée en raison de la stratégie défailante employée. Enfin, la montée en puissance des ONG à partir des années 1981 et la diversité de leurs domaines d'intervention, militent pour le développement économique et social des pays. Il faut relever que même si elles associent la

population aux prises de décisions, la participation de celle-ci n'est pas toujours suffisante surtout quand leurs intérêts divergent.

En outre, les spécialistes et les praticiens des projets et programmes ont souvent montré que les résultats obtenus ne sont pas souvent à la hauteur des attentes des populations bénéficiaires. Ils sont souvent inadéquats par rapport aux résultats attendus par les populations bénéficiaires des projets et programme et cela seraient imputé par l'approche utilisée pour les associer ou le niveau d'engagement des populations locales. Leur mise à l'écart à la prise de décisions importante qui leur concernent ne favorise pas souvent les projets à atteindre le succès espéré. C'est dans ce cadre disait Mahatma GHANDI « **Tout ce qui se fait pour moi sans moi est contre moi** ».

La conséquence de tenir la population à l'écart dans les prises de décisions, c'est qu'elles ne se sentent pas partie prenante de l'exécution et souvent se désintéressent du projet auquel elle avait donné son adhésion. En plus cela se remarque souvent dans l'après projet, dès qu'il est clôturé, tout s'arrête, personne ne s'engage à continuer les activités par ce qu'ici c'est plutôt du bénévolat et un engagement communautaire qui sont plus sollicités. Donc, pour qu'une population s'intéresse à une activité, il faut nécessairement l'associer intimement à l'identification des besoins, à la détermination des priorités, à la recherche des solutions et à la prise des décisions. C'est pourquoi disait l'autre : « qu'une plus grande implication des populations à la définition des problèmes locaux, à l'identification des solutions et à leur mise en œuvre contribue à donner plus d'efficacité et de durabilité aux programmes qui en résultent ».

De tout ce qui précède, la question qui se pose est de savoir quelle est la contribution de la participation des populations dans la mise en œuvre des projets dans ce contexte actuel de la persistance de la pauvreté. Pour ce faire, le projet Accelerating Impacts of CGIAR Climate Research for Africa (AICCRA) fera l'objet de cette présente étude.

Nous allons démarrer cette étude par une introduction où nous avons traité le contexte, la problématique, des hypothèses de recherche, et le cadre et champ de l'étude. Nous nous intéresserons aussi à traiter la pertinence du sujet et les objectifs de la recherche.

Pour mieux répondre à cette question, voici le plan que nous allons suivre :

Nous présenterons en première partie le cadre théorique qui sera composée des sous parties suivantes :

- Etude conceptuelle
- Revue critique de la littérature

- Cadre organisationnel

Dans la deuxième partie nous traiterons le cadre analytique qui se décline en 4 sous parties :

- Méthodologie
- Données et sources-échantillonnage
- Analyse et interprétation des résultats
- Recommandations

Et enfin nous terminerons par une conclusion qui va récapituler l'ensemble des résultats de cette recherche.

1.1 Contexte

Les populations en Afrique sub-saharienne dépendent majoritairement de l'agriculture pluviale, qui représente près de 93% des terres cultivées et 80% des céréales consommées en Afrique subsaharienne proviennent de cette production traditionnelle et que le secteur agricole emploie 70% de la totalité de la main-d'œuvre (FAO, 2003). Cette agriculture pluviale constitue l'une des principales sources de moyens de subsistance des populations. Ce mode de vie, déjà confronté à la diminution et la dégradation des terres dues à la pression démographique croissante et à la faible fertilité des sols, est rendu encore plus précaire du fait des changements et variabilités climatiques qui s'intensifient ces dernières décennies.

D'où le besoin d'une approche holistique pour gérer les contraintes à la production en tenant compte des risques climatiques, et permettre une amélioration de la productivité et des revenus, le renforcement des capacités adaptatives, la résilience des communautés et des agro écosystèmes et la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) et/ou la séquestration de carbone.

En effet, ce changement climatique a des conséquences notoires sur les moyens d'existence des populations du Sahel en général et du Sénégal en particulier. Les ménages sont confrontés régulièrement à des situations de risque et à une forte vulnérabilité du fait de leur faible capacité et l'insuffisance des moyens dont ils disposent pour faire face aux chocs. Une pluviométrie très variable, une augmentation de la chaleur, des pauses pluviométriques récurrentes et des poches de sécheresses régulièrement notées sont entre autres les conséquences du phénomène. Tous ces paramètres réunis ne facilitent guère un développement des populations surtout les couches les plus vulnérables. Etant donné que 53,6 % de la population sénégalaise habitent dans le

monde rural et 80% des ménages sont vulnérables à la pauvreté¹, il faut alors des mesures et de l'assistance de la part de l'Etat en faveur des populations en situations de précarité. Plus de 90% des producteurs agricoles sénégalais font de l'agriculture sous pluie qui est trop dépendante de la pluviométrie capricieuse à cause des dérèglements climatiques.

Le petit producteur peine à se nourrir convenablement du fait des aléas climatiques qui se dressent devant lui. L'Etat à travers ses partenaires doit déployer des moyens pour une assistance sur tous les domaines afin d'amoindrir les chocs que subissent ces populations vulnérables.

C'est ainsi à travers les recherches scientifiques, des concepts nouveaux ont vu le jour c'est le cas de l'agriculture intelligente face au climat sous l'abréviation de l'AIC, une approche comportant trois piliers que sont :

- ◇ Accroître durablement la productivité agricole et les revenus ;
- ◇ Adapter et développer la résilience au changement climatique ;
- ◇ Réduire et ou éliminer les gaz à effet de serre là où c'est possible ;

C'est dans ce contexte que le projet accélération des impacts de la recherche climatique du CGIAR pour l'Afrique (AICCRA) a vu le jour, piloté par ILRI et ayant comme objectif global de **renforcer la capacité des partenaires et des parties prenantes ciblés et d'améliorer l'accès aux services d'information climatique et aux technologies d'agriculture intelligente face au climat validée en Afrique.**

1.2 Problématique

Dans un contexte mondial marqué par un changement climatique, le monde entier est touché par les effets des gaz à effets de serres (CO₂, CH₄, N₂O, O₃ etc.). Aucun secteur n'est épargné qu'il soit économique, politique, environnemental, social, culturel, habitat, sanitaire et ou agricole etc. Des initiatives mondiales sont prises d'années en année c'est à l'image de la Conférence des Parties (COP) qui est un cadre d'échange annuel des Etats pour fixer les objectifs climatiques mondiaux à atteindre. De fortes décisions sont prises pour permettre aux pays du Nord comme ceux du Sud à s'adapter et d'atténuer les effets du changement climatique

¹ Le rapport de la banque mondiale sur l'économie du Sénégal en 2023.

qui font énormément de dégâts dans des différents secteurs que sont l'agriculture, la pêche, l'environnement, la société, l'économie, l'habitat, la santé, l'élevage et autres etc.

Cependant, l'applicabilité de ces décisions prises lors des COPs reste le problème majeur. A chaque pays son mode de vie et les ressources dont il dispose pour faire face à ce phénomène qui ne laisse personne indifférente. Les effets du changement climatiques sont énormes et variés. Il s'agit entre autres l'augmentation des températures, la variabilité de la pluviométrie, la sécheresse, les inondations à travers les pluies diluviennes et les remontées d'eau de mer, l'apparition de nouvelles maladies, la récurrence de vents forts accompagnés de fortes poussières etc. Ces phénomènes sont notés à plusieurs niveaux à travers le monde entier.

A l'instar du Sénégal, de nombreux projets et programmes sont conçus et mise en œuvre pour permettre de s'adapter et d'atténuer les impacts négatifs occasionnés par ce fléau mondial qui touche aussi bien les citoyens que ceux du monde rural. Pour corriger ce déséquilibre pour une meilleure prise en charge des préoccupations économiques et sociales, l'Etat du Sénégal à travers son plan Sénégal émergent horizon 2035 a conçu et entrain de mettre en œuvre plusieurs projets et programmes de développement regroupés autour de vingt-sept (27) projets. En effet, tous les secteurs sont concernés par ces projets et programmes sous la supervision des services déconcentrés de l'Etat et les collectivités locales.

Malgré tous ces efforts consentis dans le financement et la mise en œuvre des projets et programmes pour améliorer les conditions de vie des populations, la pauvreté ne cesse d'augmenter et continue toujours de gagner du terrain. C'est alors, selon le rapport de la banque mondiale², les zones rurales (53 % de la population sénégalaise) abritent 80 % des ménages vulnérables à la pauvreté et deux tiers des ménages vulnérables non pauvres. La vulnérabilité des ménages est due à un niveau de pauvreté ou à des risques de chocs négatifs sur l'activité économique qui affectent le bien-être de la population.³ Ce qui signifie que si l'activité économique subit un choc c'est tout un ménage qui est automatiquement affecté et cela pourrait faire plonger ce dernier dans la pauvreté. Donc le risque que cela se produise est très certain. Dans la même logique, nous constatons que les indicateurs de pauvreté s'améliorent mais très

² Rapport sur l'économie du Sénégal en 2023, publié à Dakar, 21 juin 2023 à 18h 15.

³ Principaux enseignements du rapport de la banque mondiale sur l'économie du Sénégal 2023

lentement comme l'illustre l'incidence de la pauvreté⁴ qui se situait à 37,8% en 2018⁵ comparé à celui de 2011 à 46,7%⁶ avec seulement un écart de 8,9%.

En effet, l'Etat à travers ses projets et programmes, continue toujours de gagner la confiance de ses partenaires techniques et financiers. La coopération économique et financière entre le Sénégal et ses partenaires se renforce d'année en année. Depuis le groupe consultatif en 2018, le volume d'engagement s'est considérablement accru avec la signature de quatre-vingt-dix-neuf (99) conventions de financement pour un montant de 2 512,2⁷ milliards de FCFA. En sus, on note aussi dans l'exercice de l'année 2020, le Sénégal a conclu cinquante-cinq (55) conventions de financement pour un montant total de 1 065 milliards de FCFA soit un financement global engagé de l'ordre de 3 577,2 milliards entre 2018 et 2020 pour plus de 154 conventions signées.

Tous ces financements sont acquis dans le but d'améliorer le quotidien des sénégalais car ils touchent les secteurs de l'agriculture, l'énergie, les infrastructures, le transport, la santé, l'équité social et territorial, l'éducation, l'employabilité des jeunes pour ne citer que cela, tous inclus dans le plan Sénégal émergent horizon 2035. En guise de remarque, seulement le programme d'urgence pour l'emploi et l'insertion socioéconomique des jeunes baptisé « XEYU NDAY GNI » lancé en 2021 est doté d'une enveloppe triennale d'un montant global de 450 milliards⁸ de FCFA sur 3 ans (2021-2023) soit 150 milliards/an a été dégagé mais force est de constater que l'impact de ce financement sur l'emploi des jeunes est faiblement apprécié par la cible car le terrain nous montre que le chômage ne fait que prendre de l'ampleur au lieu de diminuer. C'est pourquoi, pour une meilleure manière de gérer les finances afin d'atteindre les objectifs du gouvernement, certains partenaires technique et financiers ont mis en place de nouveaux mécanismes comme le Programme pour les résultats (Program for Results : PforR) par la banque mondiale et le financement direct Gouvernement à Gouvernement (G2G) par l'USAID. Le premier nommé permettra d'assurer la durabilité des résultats des interventions et le renforcement des capacités institutionnelles des pays bénéficiaires et le second pour faciliter les procédures de financement entre les Etats de façon directe. Est-il suffisant ce changement de mécanisme ou d'approche avec les partenaires pour rendre les projets et programmes efficaces vis-à-vis des attentes des populations ? Nous ne le pensons pas du fait

⁴ C'est le nombre de personnes se situant en dessous du seuil de pauvreté, par rapport à la population total

⁵ Source Sources, EHCVM 2018/2019, ANSD

⁶ Source ANSD, 2011

⁷ Echos finances, Juillet, Août et Septembre 2021, édition 17

⁸ Brochure Xeyu Nday Gni-version-finale

que la pauvreté ne fait que persister. C'est alors, les résultats de l'enquête de la pauvreté multidimensionnelle au Sénégal-uaps2019, révèlent qu'au Sénégal plus de 7 individus sur 10 (70,8%) sont pauvres de façon multidimensionnelle et en moyenne un pauvre souffre de 39% de privation. Cela vaut dire que malgré toute cette manne financière injectée dans les projets et programmes, ils existent toujours des citoyens qui sont privés de certains services sociaux de base tels que l'accès à l'eau, aux soins sanitaires de qualité, l'électricité, assurer les 3 repas convenablement, éduquer les enfants pour ne citer que cela.

Etant donné que 53,6 % de la population sénégalaise habitent dans le monde rural, l'agriculture au sens large devient alors leur principale activité pour assurer leur nourriture et certains services dont ils auront besoins de satisfaire. En effet, la plupart des projets et programmes sont conçus hors de vue des populations qui leur sont destinés et cela ne favorise guère une inclusion de ces dernières pour leur permettre de bien s'en approprier et de les rendre pérenne après leur clôture. La durabilité des projets devrait être le critère principal des projets qui sont conçus et mis en œuvre afin de permettre avec le concours des populations de contribuer au développement de meilleurs mécanismes de gestion, de suivi et de l'évaluation des projets dans les zones vulnérables. L'un des plus grands défis du Sénégal reste le suivi-évaluation et la pérennisation des projets et programmes de financement car beaucoup de fonds se perdent dans la nature sans qu'on ait la possibilité de vérifier l'impact réel de leur utilisation sur les cibles. C'est alors la plupart des financements acquis sont sous formes de prêts donc à rembourser avec des intérêts et que ce sont les contribuables sénégalais qui en paieront.

Il est urgent de revoir le système de gestion de ces fonds destinés aux projets et programmes et appliquer la rigueur sur toute sa forme pour une gestion sobre et vertueuse des deniers publics comme le recommande le gouvernement actuel avec les principes du « jub, Jubal et le Jubanti » C'est pourquoi, le secteur primaire constitué de l'agriculture, l'élevage et la pêche devraient être bien renforcés en mettant en contribution la recherche scientifique qui a un impact sur la société et le fruit de leur recherche a pour but d'améliorer les conditions de vie sociale. En sus, la recherche scientifique combinée avec la modernisation des secteurs plus particulièrement celui agricole devraient être fortement mise en contribution pour produire de la connaissance, renforcer l'équipement agricole et former et ou renforcer les capacités des acteurs au respect stricts des règles de gestions des deniers publics et le matériels mis à leur disposition. Produire des connaissances scientifiques pour améliorer la productivité agricole et d'autres secteurs et lutter efficacement contre l'insécurité alimentaire et la pauvreté surtout noté dans le monde rural sur toutes ses formes.

Face à cette problématique de participation des populations dans la mise en œuvre des projets, il revient alors de poser cette question centrale à savoir :

- Quelle est la contribution de la participation de la population dans la mise en œuvre des projets ?

De cette question de recherche centrale, découlent des questions subsidiaires à savoir :

- Le niveau d'engagement des populations constitue-t-il une condition pour le succès des projets ?
- L'existence d'un cadre local de concertation constitue-t-elle un moyen pour faciliter la mise en œuvre des projets ?

1.3 Hypothèses de recherche

Dans cette étude nous essayerons de vérifier les hypothèses suivantes.

- ✓ Hypothèse 1 :

La contribution des populations participe à la mise en œuvre des projets de développement.

- ✓ Hypothèse 2 :

Le niveau d'implication des parties prenantes détermine les chances de succès des projets.

1.4 Présentation du cadre et champ de l'étude

1.4.1 Cadre de l'étude

Dans un monde en perpétuelle mutation liées aux effets du changement climatique, le Sénégal se voit de se doter d'un modèle économique basé sur un référentiel duquel doivent s'aligner tous les projets et programmes qui seront conçus et mise en œuvre pour le compte de l'Etat et de sa population. Ce référentiel est un document de référence des politiques économiques et sociale du Sénégal : Il s'agit du Plan Sénégal Emergent (PSE) lancé depuis 2014. Il s'inscrit dans la trajectoire de l'émergence vers l'horizon 2035. Cette démarche traduit la volonté politique de l'Etat d'enclencher une dynamique d'expansion économique tout en garantissant le bien-être des populations. Ce plan est structuré autour de vingt-sept (27) projets qui touchent presque tous les secteurs pour un coût global évalué à un montant de 10 287,6⁹ milliards. Son

⁹ Document du Plan Sénégal Emergent (PSE), Dakar, 2014

financement est acquis grâce au concours de l'Etat, les partenaires techniques et financiers et le privé. Ce plan est scindé en trois principaux axes que sont :

Axe 1 : La transformation structurelle et croissance : Consiste à consolider les moteurs traditionnels de croissance (agriculture, élevage et pêche etc.), développer de nouveaux secteurs créateurs de richesse, d'emplois, d'inclusion sociales et à forte capacité d'exportation et d'attraction d'investissement tels que l'agrobusiness, l'habitat social, les mines ou le tourisme.

Axe 2 : de renforcer le capital humain, protection sociale et développement durable : améliorer les conditions de vie des populations, lutte contre les inégalités sociales, renforcer les services sociaux de base, gestion durable des ressources et promouvoir le développement équilibré durable.

Axe 3 : de renforcer la gouvernance, institution, paix et sécurité : Création de meilleure condition d'une paix sociale, renforcer la paix, la sécurité et la stabilité, promouvoir la bonne gouvernance et la protection des droits de libertés et moderniser l'administration.

C'est alors ce projet est dans les secteurs moteurs de croissance, cadré dans l'axe 1 du PSE qui va contribuer à l'amélioration de l'accès aux semences de qualité, l'utilisation des outils informatiques, l'accès à l'information météorologique et le renforcement de capacité des producteurs pour permettre à l'atteinte des objectifs du projet et enclencher une dynamique économique locale.

1.4.2 Champ de l'étude :

Le PSE, pour un meilleur ancrage dans les collectivités locales est couplé avec l'acte 3 de la décentralisation pour faciliter l'implication des collectivités locales dans leur autonomie de prise de décision concernant leur zone de circonscription et palier les barrières qui sont à parfois à l'origine des retards liés à l'exécution de leurs activités à la base. La commune de Thiel n'est pas en reste donc cette étude a vu la contribution nette de la collectivité locale qui a été un acteur déterminant dans la facilitation et a joué un rôle qui a encouragé davantage la participation populaire. En réalité, nous constatons souvent que si les populations sont impliquées dans le projet et qu'elles voient en plus que l'autorité locale l'est aussi, elles ont tendance à répondre favorable à une franche collaboration. C'est ce qui est observé dans cette commune de Thiel.

1.4.3 Délimitation du champ de l'étude :

Il s'agit d'identifier sans ambiguïté, les limites de l'étude (la portée). En effet, l'étude est menée à l'échelle de l'une des communes d'intervention du projet. Ce projet intervient dans quatre régions que sont Louga, Thiès, Kaffrine, et Tambacounda. En effet, cette étude est menée dans la circonscription de la commune de Thiel, l'une des zones d'intervention du projet située dans l'arrondissement de Barkédji, département de Linguère et région de Louga. Elle a une portée communale et couvre tous les villages d'intervention du projet dans la commune de Thiel.

1.5 Pertinence du sujet

Nous pouvons apprécier la pertinence de ce sujet à travers :

1.5.1 Intérêt académique et scientifique :

Ce travail permet sur le plan académique de contribuer aux écrits allant dans le sens du sujet abordé, améliorer les pratiques des projets pour une meilleure participation des parties prenantes. Il permettra aussi d'enrichir la bibliothèque éducative qui est un noyau qui centralise beaucoup de travaux académiques et scientifiques et ouvrira la voie à nos prédécesseurs afin de disposer un excellent document de référence dans le domaine. Ce sujet va permettre de renforcer nos connaissances en plus de celles théoriques et pratiques acquises déjà au sein de l'Institut Supérieur de Management (ISM). En plus de son apport académique, il va contribuer sur le plan scientifique à améliorer les connaissances scientifiques existantes en matière de mise en œuvre des projets et de trouver les meilleures pistes de faire participer efficacement les parties prenantes dans cette importante étape pour atteindre les résultats escomptés. L'intérêt est vaste car c'est un travail basé sur une acquisition et amélioration de nouvelles connaissances pour solutionner les problèmes des projets liés à l'étape de la mise en œuvre qui est une phase cruciale pour tout projet. La science au service du développement et ce mémoire voudra être le modèle parfait pour une meilleure acquisition des connaissances utiles à la mise en œuvre des projets.

1.5.2 Intérêt personnel et professionnel :

Ce travail a une double dimension, il permet de m'ouvrir les portes pour évoluer dans le secteur du management des projets qui est un domaine de prédilection par excellence. Il constitue toujours un rêve pour moi d'y évoluer un jour. Dès que j'ai eu l'opportunité pour satisfaire ce

vœu personnel, je n'ai pas hésité pour m'inscrire dans ce domaine. Ce sujet est personnellement un privilège de montrer mes capacités individuelles et intellectuelles de conduire une recherche, d'améliorer mon savoir, mon savoir-faire et mon savoir être sur le comment mettre en œuvre des projets avec une parfaite collaboration de toutes les parties prenantes ?

En plus, ce n'est pas que sur le plan personnel seulement que ce sujet fait effet sur ma personne, il agit aussi sur le plan professionnel qui est un aspect très important pour tout pour le futur de sa carrière. Si toute fois j'acquies ce diplôme, j'aurai la possibilité de réaliser mes vœux de faire carrière dans le domaine du management des projets et programmes. Faire une carrière dans les projets est l'une des principales sources de motivation qui m'a poussé à s'inscrire dans ce domaine. Cette recherche va me permettre d'avoir des connaissances solides sur la meilleure approche d'associer les parties prenantes pour une meilleure mise en œuvre des projets. En effet, pour mieux exercer ce nouveau métier qui est un métier d'avenir du fait de la forte demande dans le management du personnel qui appelle compétences et qualités humaines et la pléthore de projets mis en œuvre chaque année pour solutionner des problèmes de plusieurs natures qu'ils soient agricoles, sociaux, démographiques, économiques, culturels, sanitaire, infrastructurels dans un seul but d'améliorer le cadre de vie et de lutter contre la pauvreté. Notre vision est d'intégrer les plus hautes institutions nationales, sous régionales, régionales et ou internationales et d'en occuper des postes de haute responsabilité en tant qu'expert ou spécialiste en management de projet.

1.5.3 Intérêt pour la communauté :

Cette étude va être un éveil de conscience pour la communauté afin de mieux faire face aux projets et mieux se comporter tout en mettant en avant leurs intérêts c'est-à-dire celui de la communauté toute entière. Comprendre que la mise en œuvre d'un projet dans leur localité nécessite qu'ils soient associés, impliqués et dont elle doit participer activement à l'identification, la conception, la mise en œuvre et le suivi et évaluation afin de garantir ou de faciliter la pérennisation des résultats positifs dans la logique de la durabilité et apprendre des erreurs commises pour mieux se comporter dans le futur.

La phase identification des problèmes est souvent négligée par les projets qui devraient avoir une collaboration sincère et directe avec les acteurs à la base. Ces derniers doivent être au-devant de la scène au moment d'identifier ces dits problèmes de la communauté et de leurs priorisations pour sortir ce dont elle (communautés) a réellement besoins. C'est alors cette démarche inclusive et participative va aider à améliorer leur situation et éviter les solutions

préconçues à leur insu. C'est ainsi disait l'adage : « Tout ce qui se fait pour moi sans moi est contre moi ».

1.6 Résultats attendus

Les objectifs de recherche sont présentés en deux étapes. La première étape porte sur l'objectif général et la deuxième sur les objectifs spécifiques.

1.6.1 Objectif général

L'objectif de cette étude est de contribuer à l'amélioration du processus de mise en œuvre des projets pour une meilleure participation des populations.

1.6.2 Objectifs spécifiques

Sur la base de l'objectif général, nos objectifs spécifiques sont les suivants :

OS1 : Analyser le niveau d'implication des populations dans la mise en œuvre des projets ;

OS2 : Montrer l'importance de la coordination des acteurs dans la mise en œuvre des projets ;

OS3 : Apprécier le rôle de l'information et de la sensibilisation dans l'atteinte des objectifs du projet ;

2. PREMIERE PARTIE : CADRE THEORIQUE

2.1 CHAPITRE : ETUDE CONCEPTUELLE

2.1.1. Section 1 : Les concepts généraux

Au cours de ce chapitre, nous présenterons le cadre conceptuel à partir duquel nous ferons l'étude de la manière dont les populations locales sont impliquées dans la mise en œuvre des projets.

Puisqu'étant au cœur de la réflexion que suscite ce mémoire, les concepts suivants seront explicités : Participation, population, mise en œuvre, projet.

Participation :

La participation se définit comme étant l'action de participer à quelque chose, part prise à quelque chose.

De manière générale, le terme "participation" désigne des tentatives de donner un rôle aux individus dans une prise de décision affectant une communauté.

Au niveau de la mise en œuvre de politiques, l'expression "participation" renvoie au fait de prendre part à une action collective.

Pour les personnes en situation de pauvreté ou d'exclusion sociale, participer représente une occasion de donner son avis, de faire connaître ses conditions de vie, de témoigner de son expérience.

Et pour les acteurs professionnels, elle peut conduire à une amélioration des politiques et des lois conduites en se rapprochant au plus près des besoins et des attentes de la population concernée.¹⁰

Participer : Action de participer ; action en commun - Collaboration.

Participation aux frais. → Contribution. Fait de participer à un vote. Taux de participation élevé.

Action de participer à un profit ; son résultat. Participation aux bénéfices.

Population :

La population peut être définie comme l'ensemble des habitants et usagers d'un territoire ou d'un espace. Elle est souvent présentée comme un ensemble homogène.

La sociologie ou géographie humaine définit la population comme un ensemble d'individus d'un pays formant une catégorie sociale, culturelle ou ethnique particulière.

¹⁰ France, Selon le Conseil National des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, 3 Aout 2015

La FAO définit la population comme un ensemble composé des individus ayant en commun des critères d'identification ou de définition.

Plan :

Le terme plan est polysémique et change de signification selon les auteurs, les écoles et les domaines dans lesquels il est utilisé. D'une manière générale, un plan peut être défini comme étant un ensemble de projets, de mesures, de stratégies, de programmes exprimés implicitement ou explicitement dans un document en vue d'atteindre un objectif ou un ensemble d'objectifs. Entendu dans ce sens, les plans peuvent être différenciés sur la base d'un certain nombre de critères : l'étendue, la durée et l'importance des décisions du plan.

Programme :

Un programme fait référence à un ensemble de projets, d'autres programmes et d'opérations regroupés. Ces projets sont interdépendants car ils partagent une vision commune, des ressources partagées et une gouvernance intégrée.

Projet :

La Norme EN ISO 9000 définit le projet comme suit :

« Processus unique qui consiste en un ensemble d'activités coordonnées et maîtrisées comportant des dates de début et de fin, entrepris dans le but d'atteindre un objectif conforme à des exigences spécifiques, incluant les contraintes de délais, de coûts et de ressource ». En effet, de toutes les définitions, il existe trois éléments fondamentaux qui reviennent dans les définitions d'un projet. Il s'agit : la qualité, le coût et le délai.

En effet, il existe aussi des projets publics et des projets privés.

Projet public :

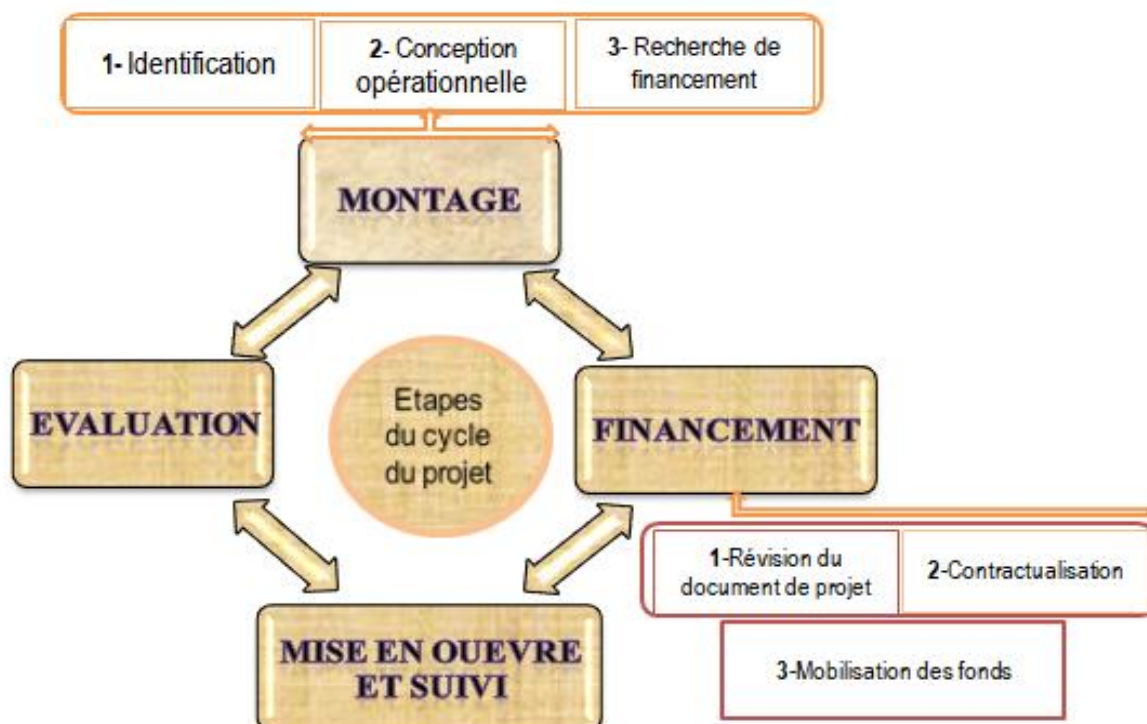
Un projet public est un projet dans lequel un ensemble d'activités à caractère d'investissement, fondé sur une planification sectorielle globale et cohérente, grâce auquel une combinaison définie de ressources humaines et matérielles engendre un développement économique et social d'une valeur déterminée. Un projet public est plutôt un intérêt général.

Projet privé :

Un projet privé concerne des intérêts particuliers ou locaux et donc une portion restreinte de la population, comme la municipalité, une compagnie, une fondation ou des particuliers

Cycle de projet :

C'est une succession d'étapes qui jalonnent la vie d'un projet de l'émergence de l'idée initiale aux leçons tirées de son évaluation.



Source : Guide montage de projet

Le montage d'un projet

À l'image des fondations d'une maison, la phase de montage constitue la base du projet. Elle vise à donner de la consistance à une idée qui deviendra un projet concret et durable à partir des étapes suivantes :

- *L'identification* au cours de laquelle vous allez tester et préciser les contours de votre idée initiale ;

- *La planification* qui va vous permettre de concrétiser votre idée en un projet réalisable ;
- *La recherche de financements* pour laquelle vous allez élaborer un dossier de projet et identifier les sources de financement potentielles.

Le financement du projet

Il s'agit d'une étape de négociation et de contractualisation avec le(s) bailleur(s) de votre projet, permettant de mobiliser les moyens nécessaires à sa mise en œuvre.

Mise en œuvre ou phase d'exécution :

La mise en œuvre se définit comme étant l'étape d'exécution des activités planifiées dans le but d'atteindre les objectifs définis par le projet avec l'appui des moyens humains, financiers et matériels cadrés dans un délai bien défini. C'est une étape très importante mais qui ne peut être dissociée du suivi et de l'évaluation car c'est toujours l'exécution des tâches planifiées qui sont vérifiées et évaluées pour l'atteinte des objectifs en toute conformité avec ce qui a été planifié.

Le suivi :

Processus continu de collecte systématique d'informations, selon des indicateurs choisis, pour fournir aux gestionnaires et aux parties prenantes d'une action de développement en cours, des éléments sur les progrès réalisés, les objectifs atteints et l'utilisation des fonds alloués. (Glossaire OCDE/CAD)¹¹.

Cette étape consiste à vérifier la bonne exécution des activités du projet, identifier les éventuelles difficultés, et à réajuster les moyens nécessaires pour atteindre les résultats attendus. Le suivi a lieu durant toutes les étapes de vie du projet.

L'évaluation :

Appréciation systématique et objective d'un projet, d'un programme ou d'une politique, en cours ou terminé, de sa conception, de sa mise en œuvre et de ses résultats. (Glossaire OCDE/CAD) ...

¹¹ Cité dans le Module licence 3, suivi évaluation de projet 2021

Elle se déroule généralement en fin de projet, mais des évaluations intermédiaires permettent une réorientation des actions du projet. L'évaluation consiste à porter une appréciation sur le projet en s'intéressant à sa conception, sa mise en œuvre et ses résultats en fonction des objectifs initiaux. L'évaluation constitue un outil d'aide à la décision pour la conception d'un futur projet.

Complémentarité entre le suivi et l'évaluation ; voire tableau en annexe :

Partie prenante :

Individu ou groupe ayant intérêt dans les décisions ou activités d'une organisation.

Acteur :

Personnes physiques ou morales qui participent directement ou indirectement à la mise en œuvre d'un projet.

Bénéficiaire :

Ce sont ceux qui tireront un bénéfice de son implantation. Il peut y avoir des bénéficiaires directs et les bénéficiaires indirects.

Cadre logique :

C'est un outil de planification de projet et se présente sous forme d'une matrice permettant de structurer le contenu d'un projet ou d'un programme de manière complète et compréhensible. Cette matrice utilise deux logiques :

La logique verticale qui identifie ce que le projet vise à réaliser, clarifie les liens de causalité entre l'objectif général, les objectifs spécifiques, les résultats/produits attendus, les activités et les ressources à utiliser.

Quant à la logique horizontale, elle met en évidence les indicateurs de mesure de la performance, les sources de vérification de ces indicateurs et les hypothèses ou conditions à réunir.¹²

¹² Cité dans le module Planification stratégique et cadre logique d'un projet, semestre 3 MBA2, ISM 2023

Tableau 1 : Matrice d'un cadre logique :

Description du projet		Indicateurs objectivement vérifiables (IOV)	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif global	Contribution du projet dans le cadre d'une politique ou programme	Grandeurs de mesure	Sources primaires ou secondaires permettant d'obtenir les informations sur les indicateurs	Conditions à réunir ou satisfaire
Objectifs spécifiques	Avantages attendus du projet			
Résultats	Produits, services ou extrants apportés par le projet aux bénéficiaires			
Activités	Processus ou tâches devant aboutir aux produits et services			
Intrants ou moyens	Moyens ou ressources (humains, matériels et financiers) à utiliser dans le cadre de la réalisation des activités du projet			

Source : Module Planification stratégique et cadre logique d'un projet, semestre 3 MBA2, ISM 2023.

Cette matrice renvoie à la finalité du projet, elle permet d'identifier et reformuler logiquement les éléments clés d'un projet suite à l'identification des problèmes et besoins, les résultats tangibles attendus et les activités qui devraient être menées pour atteindre ces résultats.

2.1.2 Section 2 : Revue critique de la littérature :

Bon nombre de chercheurs ont abordé le problème de participation populaire dans les projets et programmes de développement. Il s'agit là de s'imprégner des résultats de leurs travaux afin de pouvoir mener une analyse plus approfondie de l'étude. Une notion essentielle est au cœur de la présente étude. Il s'agit de la notion de participation des populations dans la mise en œuvre des projets.

La notion de participation est largement reconnue et promue aujourd'hui dans la communauté du développement. Son apparition dans la pensée et la rhétorique du développement n'est pas

nouvelle et a principalement été l'œuvre de grands organismes de développement qui se sont progressivement engagés à rendre leurs projets plus participatifs. La participation n'est pas un thème nouveau dans le développement et on la retrouve déjà dans les années 40 et 50, avant même la période de décolonisation. En effet, c'est surtout à partir du milieu des années 70 que la notion de participation a réellement et rapidement intégré la pensée et le discours du développement. Cette période correspond en effet à un moment où le contexte international était en pleine mutation et pendant lequel s'est opérée une importante remise en question du modèle traditionnel de développement en faveur d'un changement de paradigme qui reconnaissait désormais la nécessité d'impliquer davantage les populations concernées dans le processus de développement. Dans les années 76 avec l'adoption du programme d'action qui a été adopté par la Conférence mondiale de l'Organisation internationale sur l'Emploi explique que : « une politique orientée vers la satisfaction des besoins essentiels demande que la population participe aux décisions qui l'intéressent par l'intermédiaire des organisations de son propre choix ». Nous comprenons par ici que pour une politique de développement réussie, il faut que les populations bénéficiaires de ces actions puissent être fortement impliquées à travers leurs organisations locales qu'elles gèrent elles-mêmes pour faciliter non seulement l'appropriation des actions mais assurer leurs pérennités dans le court, le moyen et le long terme. C'est ainsi que disait un adage : « Tout ce qui se fait pour moi sans moi est contre moi ». L'auteur **MAYA LOROY**, (enseignante-chercheuse en science de gestion à AgroParisTech) a abordé la participation dans son ouvrage intitulé, (la participation dans les projets de développement : une analyse critique 2009, 225 pages) comme le meilleur moyen de garantir une plus grande efficacité et une pérennité des actions de développement, en réduisant les sources de blocages en amont et en favorisant l'appropriation par les groupes sociaux des projets qui leur sont destinés. Toutefois, la notion de participation, pourtant indispensable dans bon nombre de projets de développement, est employée indifféremment pour qualifier des situations, des pratiques et des processus très divers, dans lesquels l'implication des populations connaît différents degrés, sans un souci réel de cohérence.

La participation populaire peut alors être considérée comme un gage de succès d'un projet du fait qu'elle facilite son appropriation ainsi que la pérennisation de ses acquis.

Cependant, nous devons être prudents car selon l'auteur, pour une plus grande efficacité et une pérennité des actions de développement, nous devons par tous les moyens faire recours à la participation populaire. En effet, ce n'est pas toujours le cas car certaines formes de participation comme celle passive et non engagée ne favorisent pas la population à être actrice de leur propre développement mais tout simplement des bénéficiaires figurants et

consommatrices de solutions préconçues par des projets et qui leurs sont imposées. C'est ainsi, nous voyons plutôt que dans son livre elle parle d'une participation plutôt active et engagée qui met la population comme principale actrice de leur propre développement. En effet, ne pas les impliquer dans les différentes étapes du projet peut provoquer rejet et passivité de leur part et c'est pire pour un projet qui aspire à des résultats positifs. En plus pour tout projet quelle que soit sa nature, il aspire à régler le problème qui est à l'origine de sa création et de sa mise en œuvre mais parfois la manière de procéder ne favorise pas certains d'entre eux d'aboutir aux solutions escomptées. Si l'acteur ou l'actrice principal (e) est négligé (e), les objectifs poursuivis risquent de ne pas être atteints par faute d'un refus d'implication des communautés susceptibles d'être affectées par les résultats du projet.

Leur participation constituerait une garantie qui mène le projet droit vers le succès si elles se sentent impliquées et concernées dès le début des actions entreprises.

Cependant ce n'est pas tous les projets avec une participation communautaire observée qui réussissent à atteindre leurs objectifs poursuivis. En effet, la participation populaire a un degré d'implication selon les phases du projet. Nous pouvons constater des phases cruciales où il est inéluctable que les populations bénéficiaires des solutions puissent être fortement mises en contribution : c'est le cas de la phase d'identification des problèmes qui leurs concernent et la mise en œuvre de ce dernier pour l'atteinte des objectifs poursuivis conformément à ce qui a été identifié comme problèmes.

Pour arriver à de meilleurs résultats, il est important qu'il y ait un cadre local de concertation populaire ou de valoriser le ou les cadre (s) déjà existants qui devraient favoriser une prise de décision concertées entre les acteurs à la base afin que les décisions prises puissent être appliquées en toute légitimité de concert avec tous les acteurs concernés.

Parfois, malgré les discours prônés dans les rencontres nationales comme internationales relatives à la prise en compte de la participation populaire, force est de constater que bon nombre de projets ne respecte pas cela du fait que certains viennent avec des solutions préconçues et les imposent aux populations. Ces dernières n'auront à faire que de rester attentives sans aucune voix de recours qui pourrait amener le projet à revoir sa stratégie d'intervention. Donc elles restent alors consommatrices, parfois passives et après le projet, il n'y a rien, les choses s'arrêtent là et il n'y a pas de poursuite d'actions pour assurer la pérennisation des acquis parce que ce que le projet fait n'est pas conforme à leurs besoins.

C'est ainsi, souvent les partenaires ne viennent qu'au moment de sensibiliser les acteurs à la base pour prendre un moment et de discuter des objectifs du projet, les résultats attendus, les activités à faire et parfois ils en profitent pour annoncer le coût global du projet. Le processus

suivi pour identifier les problèmes qui ont fait l'objet du financement du projet n'est même pas rappelé devant ces acteurs pourtant sensés de bénéficier de ces résultats.

Personnellement nous ne trouvons pas cela comme une bonne pratique car les partenaires techniques qui collaborent avec le projet sont au moins informés de la meilleure des façons et ils ont un cahier de charge bien défini à respecter à la lettre pour mener à bien les missions qui leurs sont assignées et pourquoi pas les populations locales ? Elles devraient être un miroir reflétant les réalités du milieu sur lequel doit s'appuyer les projets et programmes pour identifier leurs problèmes afin de concevoir des solutions de mise en œuvre conformes et adaptées aux besoins exprimés. C'est alors ça doit partir de la population et revenir à la population.

Selon certains auteurs, la participation malgré son importance n'est pas gratuite, elle a un coût c'est le cas de **Nicolas Daurès (Auteur et Docteur en science économique/ Université de Montpellier I, Centre d'études de la coopération et de l'autogestion)** et **André Dumas (Auteur, Pasteur et Théologien français, Professeur de philosophie et d'éthique à la faculté de théologie protestante de Paris)**, dans leur ouvrage intitulé « théorie économique de l'entreprise autogérée, Ed. Du Faubourg, 1977 », qui relèvent que le coût de la participation peut être lié d'une part à la formation et à l'information indispensables des acteurs, et d'autre part à la résistance de ceux qui tirent bénéfice de l'absence de participation.

En effet, en plus la formation et l'information, la sensibilisation est aussi un des coûts qui constituent bien des charges engendrées par la participation populaire car il est indispensable d'organiser des séances d'information, de sensibilisation et de formation pour mieux expliquer le projet, ses objectifs, la répartition des rôles pour une meilleure contribution de chaque partie prenante afin d'aider au mieux le projet à rester dans les délais.

Dans son étude, **A. DUMAS (Auteur, Pasteur et Théologien français, Professeur de philosophie et d'éthique à la faculté de théologie protestante de Paris)** conclut que ces coûts peuvent cependant être largement compensés, tant au plan économique qu'au plan social, par l'amélioration des conditions et des relations de travail et par une meilleure utilisation des ressources existantes. C'est alors, ils notent que la participation a en effet pour conséquence de redistribuer le pouvoir de décision et les richesses disponibles au détriment des couches à qui le droit revient pleinement. Il ne sera donc pas surprenant que ces dernières opposent une résistance à la mise en œuvre de la participation, d'autant que les choix politiques de nombreux pays ne sont guère favorables à une véritable participation populaire. En effet, force est de constater que les projets utilisent régulièrement cette notion de participation mais la plupart ce n'est que du prétexte en réalité car les populations ne sont que des consommatrices et n'ont des

actrices à part entière. En effet, au niveau du terrain, c'est la notion même de « projets » tels qu'ils sont conçus par les organisations internationales et leur bureaucratie, qui est mise en cause. C'est en effet par leur programmation même qu'ils empêchent le changement et cela peut conduire tout droit à l'échec.

C'est pourquoi un des points essentiels qu'est la planification dans les projets doit chercher à reconnaître les acteurs et leurs capacités de répondre aux problèmes qui les concernent. C'est pourquoi il est important de mettre fin à cette planification appelée « **top down** » ou descendante au profit de celle « **bottom-up** » ou ascendante avec la prise d'initiative des acteurs à la base en tant que potentiels bénéficiaires des actions et doivent être des acteurs dans tout le processus du projet. Les populations doivent donc d'une façon ou d'un autre être associées et actrices à la prise de décision qui les concerne. En d'autres termes, les projets doivent être le résultat d'un processus collectif de prise de conscience concernant les besoins ressentis par les populations concernées et non le résultat d'une décision technocratique prise en dehors de ces dernières. Certains des auteurs sont en faveur de l'implication totale des populations dans les projets c'est le cas de **Gueye. B** dans son dossier n°87, **sur Expériences de l'Afrique de l'ouest francophone, à International Institute for Environment and Développement, 1999**, soutient donc « qu'une plus grande implication des populations à la définition des problèmes locaux, à l'identification des solutions et à leur mise en œuvre contribue à donner plus d'efficacité et de durabilité aux programmes qui en résultent¹³ ». Du point de vue de l'auteur, nous pensons que le niveau de participation des populations peut varier en fonction de l'étape du projet. Il y a des phases du projet où on sollicite moins les populations (recherche de financement) étant donné que les bailleurs sont de l'extérieur donc elles n'ont pas la plupart cette capacité de mobilisation de financement à la hauteur des besoins exprimés dans la communauté et de pouvoir rédiger des documents de projets conformes au canevas du bailleur.

En sus d'autres auteurs comme **Umar KAKUMBA (PhD, est chargé de cours, gestion publique et du développement, université Makerere, faculté de science économique et de gestion, Kampala, Ouganda)** dans son article¹⁴ estime que la participation citoyenne reste un mécanisme fondamental de renforcement de la capacité locale à des fins de réduction de la pauvreté et de développement rural. En effet, pour que cela se produise, il faudrait que les

¹³ Alexei Jones. L'apparition de la notion de participation dans la pensée et le discours du développement. Perspectives internationales et européennes, 2006, 2. ffhalshs-03279524f

¹⁴ Umar Kakumba, La participation citoyenne et le développement rural au niveau des autorités locales : Réflexion sur le système de décentralisation en Ouganda, 2010/1 (Vol.76), pages 183 à 200, EDITIONS I.I.S.A

politiques du gouvernement soient orientées vers une participation populaire afin d'obtenir l'adhésion de la communauté locale et renforcer leur position. La participation doit par conséquent se traduire par une représentation effective et un renforcement de l'autonomie avant de pouvoir entraîner des avantages pour tous et d'ouvrir la voie à la réduction de la pauvreté. Cependant, dans le scénario actuel du comportement des projets, les populations n'ont toujours pas une autonomie de décision sur leurs destinés mais restent quand même là à ne faire que consommer des solutions conçues à leur insu sans avoir le pouvoir de changer les choses en leur manières.

L'auteur **Brynard (traductrice, puis journaliste politique sud-africaine, 1996 : 40)** voit la participation citoyenne comme « un processus dans lequel les amateurs communs d'une communauté influencent les décisions liées aux affaires générales d'une communauté ».

Cependant, il est difficile que les populations actuelles puissent influencer les décisions en leurs faveurs si elles restent au retrait des instances de prise de décision qui leur concerne.

Il est à noter qu'elles ne sont pas toujours les fautives mais plutôt les victimes du fait que les organismes extérieurs (bailleurs) viennent avec leur arsenal de fonds et de décisions sans pour autant mesurer les conséquences au préalable que si la population refuse de collaborer, il n'y aurait rien comme résultats et ce sera un échec total. Cela ne profitera ni la population parce qu'elle a juste participé de manière non engagée, passive et déloyale mais causera un échec partiel voire total du projet en question ou les effets se ressentiront après sa clôture et le début de l'étape de sa pérennisation.

Les conséquences de la non-participation des populations sont souvent très visibles qu'après le projet, au moment où on devrait consolider les acquis pour une pérennisation et une durabilité des résultats. C'est en ce moment que nous allons mieux comprendre que la population n'était réellement que figurante et pas engagée encore moins active. Elle ne s'intéresse plus à l'après projet puisqu'ici c'est la plupart du bénévolat soutenu par un engagement communautaire et volontariste du fait qu'elles devraient travailler pour que les actions et les résultats puissent perdurer au sein de la communauté.

Tableau 2 : Synoptique de la revue critique de littérature.

Nom & Prénoms de l'auteur,	Titre de l'ouvrage	Résultats de la lecture.
DUMAS, André,	Participation et projet de développement. In : Tiers-Monde, tome 24 n°95, 1983, tome 24 n°95. pp. 513- 536.	Nous comprenons dans cet ouvrage que dans le cadre d'un projet il ne faut pas négliger les bénéficiaires, il faudrait qu'ils soient considérés comme des acteurs à part entière ce qui favorisera une solution aux vrais problèmes de la communauté.
Nicolas Daures et André Dumas,	Théorie économique de l'entreprise autogérée, Ed. du Faubourg, 1977	Pour favoriser une bonne efficacité et efficacité des projets, il faudra s'appuyer sur des organisations locales déjà existantes et éviter d'en créer d'autres qui pourraient les concurrencer. Souvent ces organisations locales ont un maillage des acteurs communautaires pour faciliter la distribution des rôles et l'appropriation des projets.
LEROY Maya,	La participation dans les projets de développement : une analyse critique, 2009, 225p	C'est une chercheuse très engagée qui est en faveur d'une implication des populations en tant que bénéficiaires mais aussi doivent être considérés comme des acteurs à part entière. Sans un engagement communautaire, les projets s'exerceront difficilement pour espérer un résultat probant.
Office québécois de la langue française, avec la collaboration du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et du Bureau de normalisation du Québec,	Vocabulaire du développement durable, avril 2006	L'exploitation de ce document a permis de définir certaines notions en rapport avec notre thème de mémoire. Il y a des terminologies communes à tout le monde et c'est très bien défini dans ce document.
KY, Kalidou,	Incitation des populations a une meilleure participation aux projets et programmes de développement : cas du programme d'appui	Dans ce mémoire, comprenons qu'il peut y avoir plusieurs formes, types et niveau de participations dans les

	aux filières agro-sylvo-pastorales (PAFASP), 2011. p16 et 17	communautés et c'est en fonction des objectifs à atteindre, les cibles, la zone du projet.
Alexei Jones.	L'apparition de la notion de participation dans la pensée et le discours du développement. Perspectives internationales et européennes, 2006, 2. ffhalshs-03279524f	Cet auteur revient sur l'évolution de la participation dans les projets et programmes. Il soutient que c'est une notion largement reconnue et promue aujourd'hui dans la communauté du développement. En effet, déjà existant dans les années 40 et 50 avant la période de la décolonisation mais elle prendra son ampleur qu'à partir des années 70. Cette période correspond à un moment où le contexte international était en mutation et pendant ce temps il y avait une réelle remise en question du modèle traditionnel de développement en faveur d'un changement de paradigme qui militait en faveur de l'implication des populations concernées dans le processus de développement.
DIAO, Samba,	Décentralisation et développement local : Participation populaire au développement local urbain : le cas du conseil de quartier (CQ) de Diamaguène (Commune de Saint-Louis, 2004.	Il faut une bonne territorialisation des projets pour attaquer le nœud du problème. Chaque zone a ses réalités et leurs types de besoins. Il faut avant tout mettre de l'avant les populations censées bénéficiées des appuis mais elles doivent être actrices dans la gestion de leurs destinés.
GENEVIÈVE, SIMARD,	Participation au développement local le cas du Niger, Mémoire de maîtrise en science politique, janvier 2008. Page 39	Dans ce mémoire nous avons compris que le développement local est une affaire tous et il valorise les ressources du terroir pour un développement inclusif et transparents. Les acteurs locaux, par les acteurs locaux et pour les acteurs locaux. Une brève typologie de la participation y est ressortie pour connaître le sens de chaque appellation.

2.2 CHAPITRE : Présentation de la commune de Thiel

Cette partie du cadre théorique sera consacrée à la présentation de la commune

2.2.1 Section 1 : Présentation de la commune de Thiel

Thiel est fondé par un transhumant qui faisait des navettes entre le village de Thiel et de Gassane. Le nom de Thiel proviendrait d'une appellation de Thiely qui signifie en pulaar des morceaux de viande suspendus sur un arbre pour piéger les animaux sauvages à la recherche de proie.

En effet, la commune de Thiel reste un carrefour important pour l'élevage pastoral au point de constituer un point de mur pour pasteurs venus de tout le Djoloff et une partie du Walo.

La commune de Thiel porte le nom de l'ancien communauté rurale et est érigée en commune par le décret la Loi n° 2013-10 du 19 décembre 2013 qui abroge et remplace la loi n° 96-06, stipulant le Département et la Commune comme de nouveaux ordres de collectivités locales de la République du Sénégal. Elle a une superficie d'environ de 1461.4 km² et est située administrativement dans le Département de Linguère chef-lieu de département et de l'arrondissement de Barkédji auxquels, elle est distante respectivement de 63 Km et de 40 Km au Sud-est et au Nord. Elle compte aujourd'hui quatre zones avec cent vingt-sept (153) villages et trois mille deux cent trente et un (3231) carrés.

Faisant partie de la zone sylvo-pastoral du Ferlo, elle est limitée :

- ✚ Au nord par les communes de Thiargny et de Barkédji
- ✚ A l'ouest par la commune de Gassane ;
- ✚ A l'est par la commune de Vélingara ;

2.2.2. Section 2 : Les missions de la commune

La mission de la commune est d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de réduire la pauvreté sous toutes ses formes dans sa circonscription. Elle œuvre aussi pour :

- La promotion des secteurs porteurs de croissance ;
- La promotion des services sociaux de base et appui aux couches vulnérables ;
- La promotion de la gouvernance institutionnelle et inclusive ;

2.2.3 Section 3 : Les valeurs de la commune

Les valeurs prônées par la collectivité sont :

L'équité sociale, l'égalité des citoyens, préservation de la dignité humaine, lutte contre le racisme et la discrimination sous toutes ces formes.

2.2. 4 Section 4 : Les réalisations de la commune

La commune est une véritable facilitatrice qui a permis aux projets et programmes de mieux collaborer avec sa population sous son administration. Elle les aide aussi à améliorer leurs conditions de vie à travers la réalisation des projets agricoles comme celui d'AICCRA et tant d'autre. Les populations sont mieux organisées maintenant et mieux éveillées pour accueillir les projets de toutes sortes. La commune a joué un rôle crucial en participant à l'orientation du projet dans les zones agricoles ce qui a permis à ce dernier d'avoir un bon maillage.

2.2.5 Section 5 : Les projets

Une cartographie des partenaires ayant intervenu dans cette commune durant les cinq sept dernières années dans différents secteurs.

Tableau 3 : Synthèse des projets ayant intervenus dans la commune.

N°	Nom du Projet	Domaines d'intervention	Cibles
1	PAFA-E	Construction de bergeries et poulailler	Organisation de femmes et d'hommes éleveurs (2018/2021).
2	ANCAR	Agriculture (conseil agricole, intermédiation, la mise en relation, la formation...).	Agriculteurs, éleveurs, groupements d'hommes et de femmes (depuis 2004)
3	PUDC	Mise en place et équipement de périmètres maraicher, électrification rural, construction de piste latéritiques	Coopérative, commune (2018-2020)
4	AVSF	Clôture et mise en valeur des périmètres maraichers, mise en place et	Organisation féminines, Unité pastoral, commune, école

		accompagnement des cantines scolaires et les unités pastorales	élémentaire (2016-2019)
5	Projet AICCRA	Production de semence de mil, niébé et arachide, élevage	Producteurs agricoles (depuis 2021- en cours)
6	ISRA	Production de niébé fourrager/ installation de Tech Park en semences arachide, mil et niébé	Eleveurs/agriculteurs (depuis 2021)
7	Association France Sénégal (AFS)	Appui en intrant et semence maraichère ; Financement des équipements maraichers ; Construction de bassins de stockage de l'eau dans les périmètres maraichers	Organisations féminines et les jeunes (2019- en cours)
8	FAO	Création et développement des champs écoles agropastoraux (CEAP)	Agropasteurs hommes, femmes et les jeunes (2018-2022)
9	PASA LOUMAKAF	ELEVAGE (Construction de pistes rurales, magasin aliment de bétail, Bergerie améliorée, parc à vaccination)	Eleveurs et autres acteurs du maillon d'élevage
10	Projet PRAPS	Elevage (construction de marché à bétail, santé animal, appui aliment bétail)	Eleveurs et autres acteurs du maillon d'élevage
11	Délégation Générale à l'Entreprenariat Rapide des Jeunes et des Femmes (DER/FJ)	Financement tout secteurs	Femmes et les jeunes (depuis 2022)
12	Programme National de Bourse de Sécurité Familiale (PNBSF)	Assistance sociale	Hommes et femmes en situation de pauvreté (depuis 2013)
13	Couverture Maladie Universelle (CMU)	Protection sociale	Population Sénégalaise (depuis 2015)

Ce tableau fait le résumé des projets qui ont eu à intervenir dans la commune de Thiel durant les onze dernières années. Certains d'entre eux sont arrivés à terme et d'autres sont toujours en cours.

3. DEUXIEME PARTIE : CADRE ANALYTIQUE

3.1 CHAPITRE 1 : METHODOLOGIE

Nous avons opté dans le cadre de cette recherche d'utiliser à l'approche qualitative et celle quantitative. L'approche qualitative a été réalisée à travers des entretiens semi-structurés et une revue documentaire. L'approche quantitative a quant à elle été utilisée à travers le questionnaire.

Pour recueillir les données nécessaires à notre analyse nous avons eu recours à trois outils essentiellement :

- La revue documentaire
- Le questionnaire
- Le guide d'entretien

3.1.1 Section 1 : La revue documentaire

Elle permet de collecter des données informatives grâce à l'étude de documents officiels ou universitaire. A partir d'un sujet d'enquête connu, la recherche documentaire revient à chercher et identifier les documents issus de sources fiables. Nous avons consulté des ouvrages, des rapports et des articles qui traitent notre thématique afin de mieux élucider certains aspects et contribuer fortement à la prise de corps du mémoire sur cette partie.

3.1.2. Section 2 : Le questionnaire

C'est un instrument de recherche qui comprend un ensemble de questions s'enchaînant de manière structurée et logique visant à collecter des informations auprès d'un répondant. Il vise également à obtenir des données statistiques quantifiables et comparables sur une population précise.

Il a été élaboré sur la base des objectifs de recherche que nous nous sommes fixés et des hypothèses de travail.

Il a été administré auprès des producteurs bénéficiaires du projet AICCRA afin de recueillir des données pouvant aider à confirmer ou infirmer les hypothèses émises tout au début.

Le questionnaire est subdivisé en section. Elles se succèdent comme suit :

D'abord, il commence par l'identification du répondant (e), la formation et la connaissance du projet. Ensuite, on s'est intéressé à la mise en œuvre, à l'organisation du projet et la communication. En fin, nous nous sommes intéressés à l'appréciation de la gestion du projet, le suivi et l'évaluation. Pour conclure avec leurs avis par rapport au projet.

3.1.3. Section 3 : Le guide d'entretien

Le guide d'entretien est un document remis à l'enquêteur ou chargé d'étude pour l'assister et le guider dans le déroulement de l'entretien. Il est surtout utilisé dans le domaine des études qualitatives pour s'assurer le respect d'une méthodologie stricte dans la réalisation des différents entretiens qui peuvent être libre, semi-directifs ou directif. Il peut également être utilisé pour les enquêtes quantitatives et vient alors compléter le questionnaire proprement dit. Il a été administré auprès des représentants du projet, les structures partenaires de mise en œuvre, la collectivité locale et des responsables d'organisation à la base pour recueillir les données et informations par rapport aux thèmes et de pouvoir compléter les données issues du questionnaire administré aux bénéficiaires.

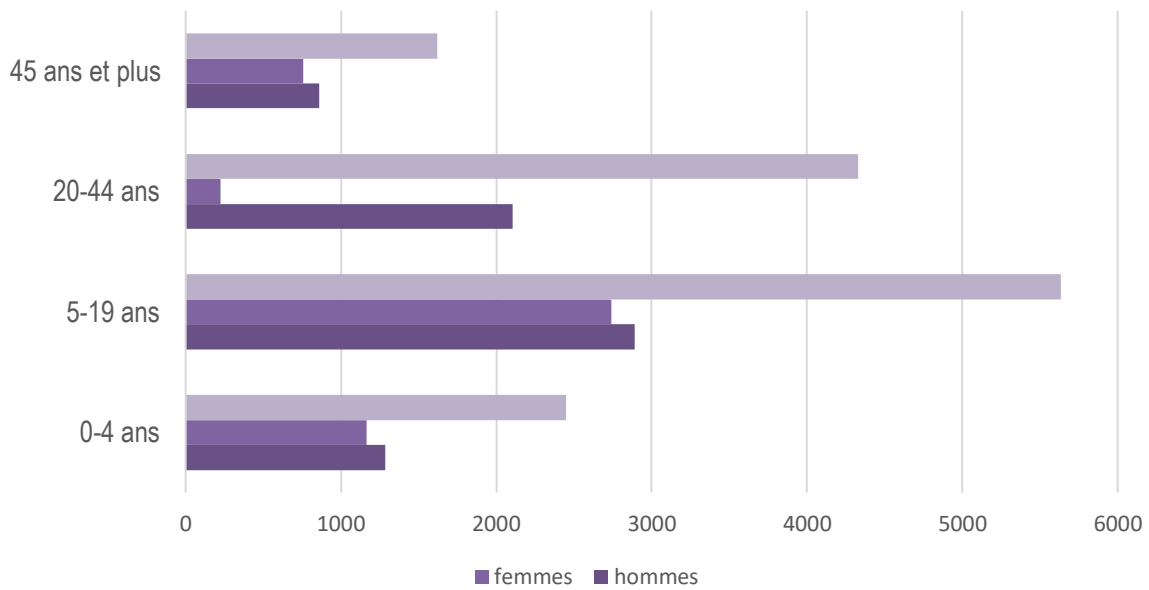
Il est subdivisé en six (6) sections sous forme de thèmes agencés comme suit :

D'abord, comme tout entretien, il faut commencer par identifier le répondant et c'est ce que nous avons fait ici à la suite, nous nous sommes intéressés à la présentation de l'entreprise. Ensuite, les procédures, les informations et communication sur le projet et la participation des populations. Pour conclure avec les avis et recommandations par rapport au projet.

3.2 CHAPITRE 2 : Données- Sources-Echantillonnage

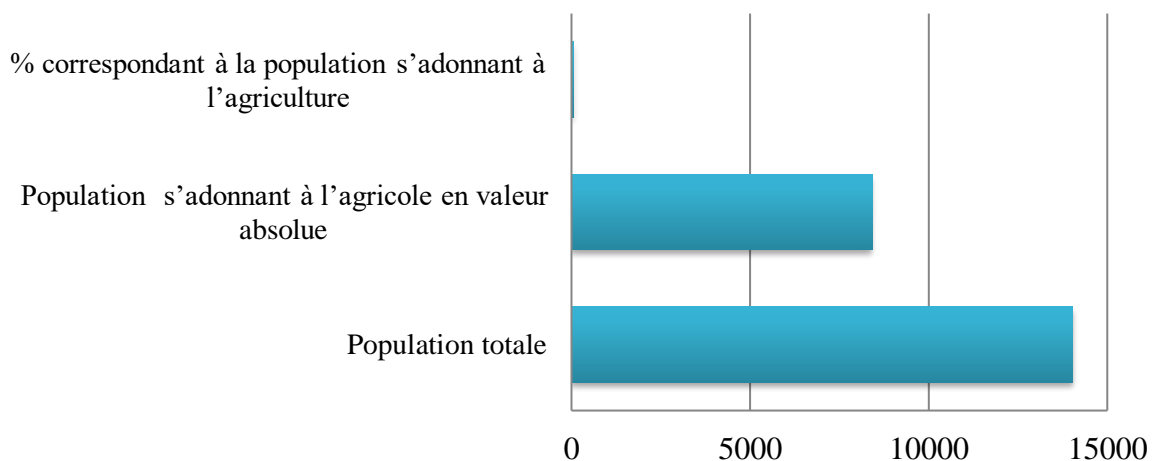
3.2.1 Section 1 : Données

Les données recueillies sont issues de la commune après l'exploitation du plan de développement communal 2018-2022. Il retrace les caractéristiques des différents secteurs d'activité de la commune durant cette période de 2018 à 2022. C'est la vision de la commune qui est ainsi matérialisée dans un document de planification à moins terme (5 ans) qui décline ce qu'aspire faire la collectivité pour améliorer les conditions socioéconomiques de la population. En dehors du plan de développement communal, il existe moins de données si ce n'est celles que nous avons eu à travers nos enquêtes de terrains et les entretiens faits. C'est l'une des insuffisances notées dans la zone de circonscription de notre étude. Nous n'avons toujours pas eu connaissance du contenu du rapport définitif du RGPH-5-2023 qui devrait beaucoup nous aider à avoir les informations mises à jour sur la population à partir de l'année 2023 etc.

Graphique 1 : Présentation des populations de la commune selon les tranches d'âges.

Source : Plan de Développement Communal, 2018-2022

Ce tableau montre que dans la commune de Thiel, au niveau de toutes les tranches d'âge, les hommes sont plus nombreux que les femmes. La tranche d'âge la mieux représentée est celle comprise entre (5-19 ans) tout sexe compris ce qui veut dire que la population de cette commune est majoritairement jeune. La tranche d'âge comprise entre 20-44 ans est la seconde la mieux représentée, toutes renvoient à une population relativement jeune disposant de bras valides qui pourront contribuer à mieux lutter contre la pauvreté.

Graphique 2 : Répartition de population active dans le domaine agricole.

Source : Plan de Développement Communal, 2018-2022

Cette figure nous renseigne sur la population qui s'adonne à l'agriculture estimée à plus 60% soient 8416,2 individus de la population totale essentiellement de type familial à faible productivité. C'est pourquoi, il y a lieu de mettre plus de moyens dans ce secteur pour améliorer la productivité et permettre aux exploitations familiales de jouer pleinement leur rôle au niveau de la commune. Le reste étant dans d'autres secteurs tels que l'élevage, le commerce, enseignement coranique etc.

3.2.2 Section 2 : Sources :

Ces données collectées sont issues de différentes sources : il s'agit

-des sources primaires : les sources primaires concernent les données recueillies après exploitation des documents déjà existants qui traitent notre sujet d'étude tels que les ouvrages, les rapports, les mémoires, les articles, la webographie et autres etc. ;

-des sources secondaires : Elles rassemblent les données recueillies après l'enquête de terrain, les interviews et entretiens réalisés auprès des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet. Il s'agit des partenaires financiers et techniques, les bénéficiaires du projet, les startups la collectivité locale, les structures de recherches, les structures de prévision météorologique et les structures de diffusion des technologies.

Toutes ces informations recueillies font l'objet d'une analyse, d'un traitement et d'interprétation pour éclairer une prise de décision.

3.2.3 Section 3 : Echantillonnage :

L'échantillonnage est un procédé qui permet de définir un échantillon dans un travail d'enquête. Il s'agit d'étudier un sous-ensemble d'individus à l'intérieur d'une population pour estimer les caractéristiques de l'ensemble de la population.

Pour déterminer le nombre exact d'individus à enquêter, nous avons opté pour la méthode de l'échantillonnage systématique qui consiste à établir une fraction d'échantillonnage calculée de la manière suivante :

En effet, nous dénombrons quarante-six (46) bénéficiaires tous secteurs confondus (agriculture : 43 et élevage : 03).

Population ciblée / taille de l'échantillon.

En effet, si la population compte 46 personnes et que l'échantillon déterminé doit être de 24 personnes, alors la fraction d'échantillonnage sera :

$46/24 = 1,9$ arrondi à 2. Cela vaut dire que nous sélectionnons une personne tous les 2 chiffres à partir d'un numéro de départ choisi au hasard sur la liste numérotée des bénéficiaires du projet. Donc, la personne à enquêter est tirée en regardant le chiffre correspondant à son nom.

Dans la commune de Thiel, sur un total de 148 villages, nous n'avons travaillé que sur 14 villages dont 06 impliqués directement et 08 autres indirectement représentant la zone de résidence des bénéficiaires du projet AICCRA. Les principaux villages d'intervention du projet dans la commune de Thiel sont consignés sous ce tableau ci-dessous.

Tableau 4 Récapitulatif des villages et les bénéficiaires à enquêter.

N°	Village	Nombre de bénéficiaires	Nombre à enquêter
1	Thiel centre	10	05
2	Mola	03	01
3	Touba Ndiagne	03	01
4	Touba Danédji	03	01
5	Darou Nahim Danédji	10	05
6	Thiel Sérère	04	02
7	Hodioldé 3	01	01
8	Diacksao	02	01
9	Darou Nahim Pare-feux	05	02
10	Touba Hodioldé	01	01
11	Goumel	01	01
12	Daroussalam Thiel	01	01
13	Darou Khoudoss	01	01
14	Diam-Wély	01	01
TOTAL		46	24

Tableau 5 : Organisations, structures, et OCB dont le guide d'entretien sera administré.

Nom structures		Fonction	Nombre d'individus interviewés
AICCRA		Coordinateur du projet AICCRA, le responsable du suivi évaluation et le chargé de communication du projet AICCRA à l'unité de coordination du projet basé à Dakar.	03
ANCAR		Chef Service Conseil Agricole et Rural et Innovation ANCAR/DZ-SP, Le Technicien Spécialisé/Point focal du projet à l'ANCAR/DZ-SP, Le Chef départemental du Conseil Agricole et Rural ANCAR/DZ-SP, le chef Service Recherche	07

		Développement à la DG, le Responsable de la base de données à la DG de l'ANCAR, Chef Service Conseil Agricole et Rural et Innovation ANCAR/DZ-SOHC/Point focal du projet à l'ANCAR DZ-SOHC et le Chef de Service Conseil Agricole et Rural et Innovation ANCAR/DZ-BAS/Point focal du projet.	
JOKALANTE		Responsable des Opérations à JOKALANTE	01
ANACIM		Diabel NDIAYE, Chef de Service climatologie Services climatiques.	01
ISRA		Dr Aliou FAYE, Directeur CERAAS/ISRA Thiès	01
Radio communautaire		Responsable de la radio communautaire de Thiel	01
Collectivité locale		Le secrétaire municipale	01
Responsable organisations locales		Présidents des quatre (4) coopératives agricoles et d'élevages impliqués dans la mise en œuvre du projet	04
Total			19

3.3 Outils de traitement

Un outil de traitement de données est une application, logicielle ou un programme qui vous aide à analyser et interpréter les données.

Dans le cadre de cette étude, nous avons utilisé trois logiciels que sont :

3.3.1 Sphinx :

C'est un logiciel qui permet de concevoir des questionnaires à analyser les résultats et leur communication. Il intègre judicieusement toutes les fonctions de l'enquête. Nous l'avons utilisé pour concevoir le questionnaire qui a servi de collecter les données auprès des bénéficiaires.

3.3.2 Google forms :

C'est un outil qui permet de créer des enquêtes en ligne et des questionnaires, et de les envoyer à d'autres personnes afin qu'elles puissent vous répondre sans que vous ne déplaciez. Nous l'avons utilisé pour atteindre les partenaires du projet d'horizon différents.

3.3.3 Excel :

Le logiciel Excel permet de conserver, d'analyser les données, de créer des tableaux et des graphiques. Ce logiciel a été un apport considérable dans la réalisation des graphiques.

3.4 Analyse et interprétations des résultats

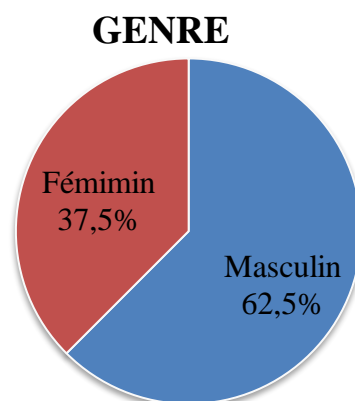
3.4.1 Analyse du questionnaire

L'analyse de ce questionnaire nous a permis de faire une relation entre les données recueillies sur le terrain et les objectifs de recherche qui avaient été définis.

Quel est votre genre ?

Tout le temps, les projets prennent de sérieuses options dans leurs cibles et dans le cadre du projet AICCRA, les femmes sont très bien prises en comptes pour montrer qu'elles ne sont pas marginalisées et elles comptent bien dans le développement endogène.

Graphique 3 : Genre



Source : Enquête Terrain Février-Mars 2024

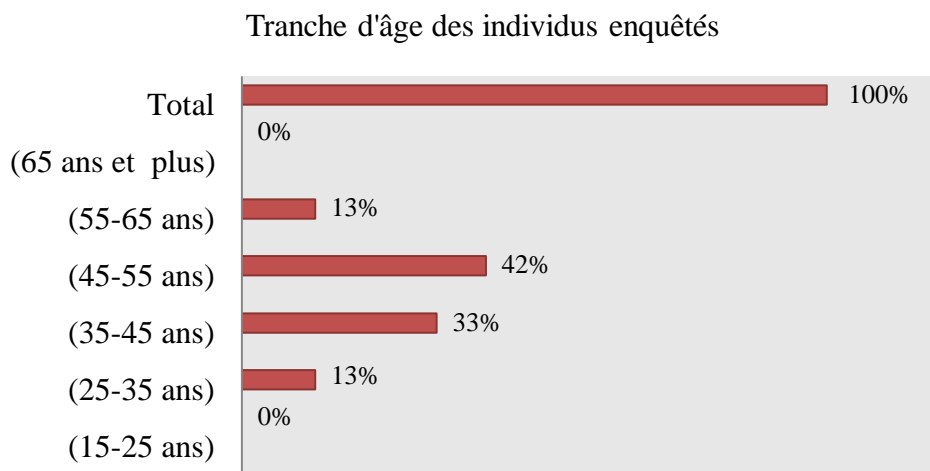
Ce graphique montre que 62,5% des individus interrogés sont des hommes et 37,5% sont des femmes. Cette différence s'explique par le fait que les hommes sont plus présents dans le secteur de l'agriculture que les femmes dans cette localité. C'est pourquoi cette enquête montre que les hommes sont plus nombreux que les femmes du fait que ce travail demande beaucoup d'efforts physiques et les hommes sont les plus actifs dans ce domaine. Malgré tout, les femmes cultivent avec des superficies moins vastes mais restent des actrices actives.

Cette différence de niveau de présence entre les hommes et les femmes est notée que sur les grandes cultures en pleins champs mais les hommes restent moins présents que les femmes sur le maraichage dans les petites exploitations agricoles.

Dans quelle tranche d'âge vous situez-vous ?

Il est très important de connaître les différentes tranches d'âge des personnes interrogées pour savoir dans le cadre du projet si les jeunes sont bien pris en compte. Dans cette enquête, nous voyons que parmi les six tranches d'âge représentées, seulement quatre sont représentatives.

Graphique 4 : Tranche d'âge des individus interrogés



Source : Enquête Terrain Février-Mars 2024

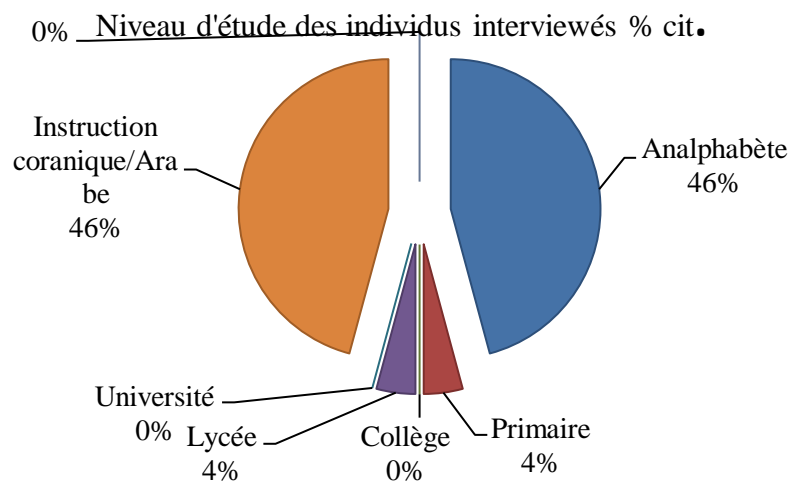
Ce graphique nous révèle que parmi les personnes interrogées, les tranches d'âge les mieux représentées sont respectivement comprise entre (45-55 ans) et (35-45 ans) représentant respectivement 42% et 33%. Ces taux s'expliquent par le fait que ces tranches d'âge sont ceux qui s'activent le plus dans le domaine du projet dans cette localité, les plus jeunes s'engagent moins dans le secteur agricole encore moins dans l'élevage. Cette tranche d'âge comprise entre (25-35 ans) est essentiellement constituée de 70% de femmes. En effet, deux tranches d'âge ne sont pas représentées dans cette enquête, il s'agit : de la tranche (15-25 ans) et (65

ans et plus). Cette non représentativité s'explique par le fait que la première tranche d'âge s'activent de moins en moins dans l'agriculture qu'ils jugent moins rémunérateurs et beaucoup est tenté par l'émigration irrégulière et le gain de l'argent facile et rapide et la dernière est liée du fait qu'à cet âge moins d'individus n'acceptent de s'engager dans de pareils projet par peur d'échec par ce qu'ils ne se sentent plus capables de conduire des activités agricoles à la hauteur des espérances à cause de leur âge avancé.

Quel est votre niveau d'étude des enquêtés ?

Le niveau d'étude d'un individu est un facteur qui permet de savoir quelle approche doit-on adopter pour mieux communiquer avec lui. Donc, il est important que cette approche utilisée soit méthodiquement facile à comprendre et compréhensible pour mieux véhiculer une information et s'assurer qu'elle est bien reçue et comprise.

Graphique 5: Niveau d'étude des enquêtés



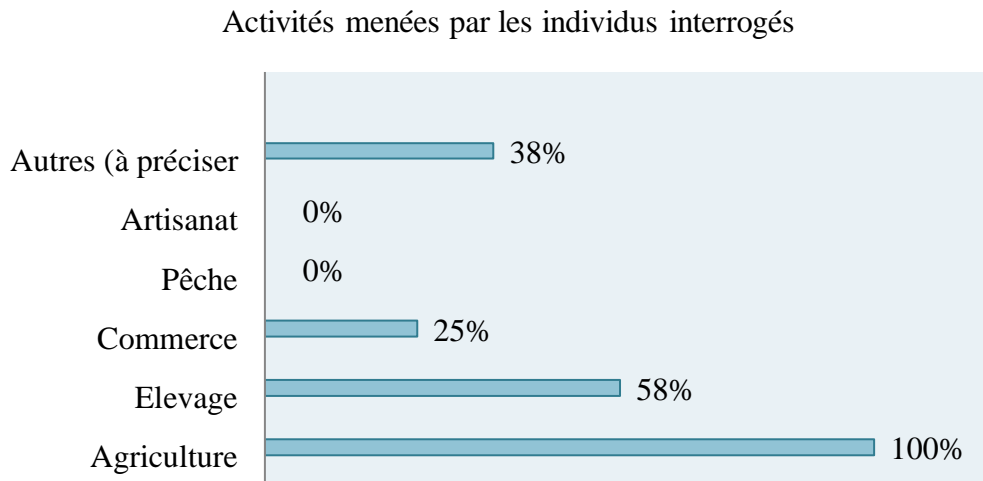
Source : Enquête Terrain Février-Mars 2024

Dans ce graphique, nous constatons que 46% des personnes interrogées sont analphabètes et 46% autres ont reçu une instruction coranique ou arabe et le reste sont dans le lycée 4% et dans le primaire 4%. Cela montre que le niveau de formation des bénéficiaires est faible car 46% sont analphabètes ne sachant ni lire ni écrire est énorme. Il n'y a pas de collégiens cela signifie que c'est rare dans leur entourage respectif de voir même des jeunes atteindre le niveau du collège, ils abandonnent vite avant d'y arriver parfois par manque de motivation ou un modèle de personnage source d'inspiration. Par conséquent, pour améliorer leur niveau de compréhension et de réactivité, il est bon de penser à rehausser leur niveau en initiant peut-être des classes d'alphabétisation en langue locale dans la zone d'intervention du projet au profit de tous producteurs susceptibles de bénéficier du projet.

Quelles sont les activités que vous menez ?

Par activités, nous comprenons par ici le type d'activités que mènent les bénéficiaires en dehors du projet. En effet, il est constaté que les individus interrogés s'activent dans les domaines de l'agriculture, l'élevage et le commerce comme le montre le tableau ci-dessous.

Graphique 6: Activités menées par les bénéficiaires.

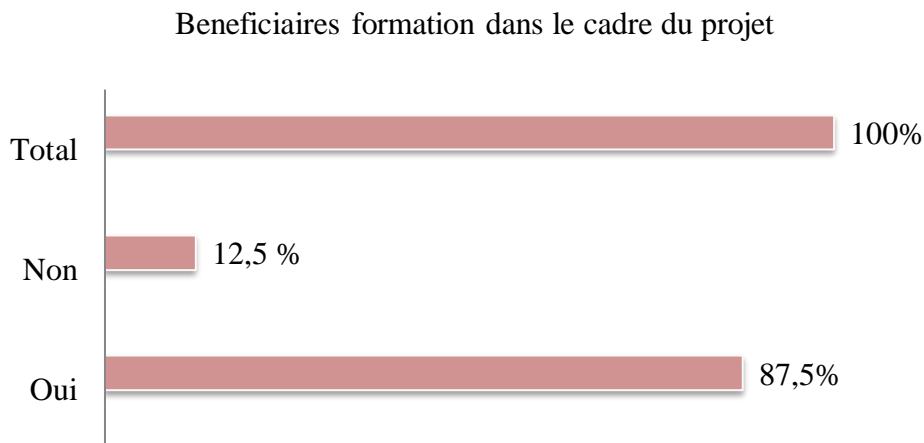


Source : Enquête Terrain Février-Mars 2024

Nous notons que 100% des individus interrogés pratiquent déjà l'agriculture et 58% sont dans l'élevage et 38% sont dans d'autres secteurs comme le commerce. Il n'y a pas de pêche encore moins d'artisanat. Ces chiffres montrent que l'activité principale constitue l'agriculture suivi de l'élevage qui sont en parfaite concordance avec les activités du projet qui touchent principalement ces deux secteurs et arrivent en dernière position, le commerce. Les autres activités différentes de l'agriculture sont menées en complément c'est à dire sont des activités secondaires. Donc il y aura moins de problèmes liés au détournement d'objectif dans le cadre du projet du fait que déjà 100% d'entre eux sont exploitants agricoles. La dominance des activités agricoles et d'élevage confirme le caractère agrosylvopastoral de la commune de Thiel qui est au cœur du Djolof et une zone de prédilection par excellence des éleveurs et aussi les agricultures qui trouvent des fertilisants organiques avec le parcage temporaire des animaux de passage qui quittent du Walo vers le Saloum ou vis-versa.

Avez-vous bénéficié des formations dans le cadre du projet ?

Par formation bénéficiée, nous entendons par ici si les individus interrogés ont reçu des formations dans le but de renforcer leurs connaissances pour mener à bien leurs activités dans le cadre du projet AICCRA.

Graphique 7: Formations bénéficiées dans le cadre du projet

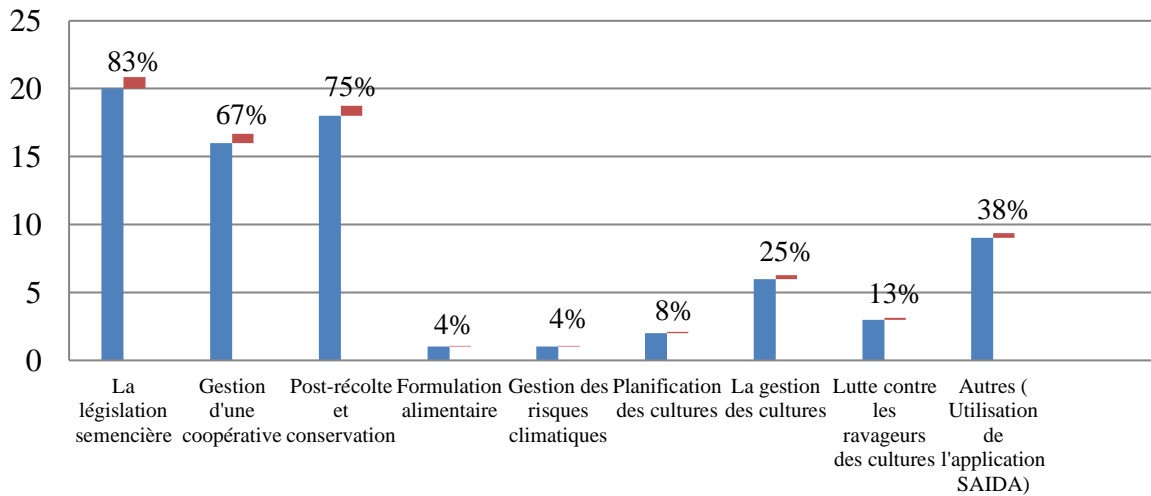
Source : Source : Enquête Terrain Février-Mars 2024

La formation est primordiale pour le renforcement des capacités des bénéficiaires afin de leurs permettre de mieux conduire leurs activités. Ce graphique nous montre que 87,5% des individus enquêtés disent avoir reçu des formations dans le cadre du projet et seulement 12,5% disent le contraire. Cette absence de formation pour cette frange (12,5%) peut être liée à leur non-participation lors des séances de formations du fait que peut être qu'ils ne soient pas parmi les invités à prendre part aux formations. C'est alors, le choix des participants à une formation est rigoureusement fait toujours en fonction du nombre de producteurs à inviter par village le genre. C'est alors, les conséquences de cette absence de formation peuvent être drastiquement maîtrisées avec l'assistance technique du conseiller agricole en place qui ne cesse d'organiser des visites de suivi auprès des producteurs bénéficiaires du projet et essayer d'améliorer davantage la conduite de leurs activités.

Si oui, quelles sont les thématiques de formations que vous avez bénéficiées ?

Par thématique de formation, nous entendons par ici la nature des thématiques animées pour renforcer la capacité technique et organisationnelle des bénéficiaires dans le cadre du projet.

Graphique 8: Les thématiques de formations animées au profit des bénéficiair
Les thématiques de formation animées au profit des bénéficiaires du projet

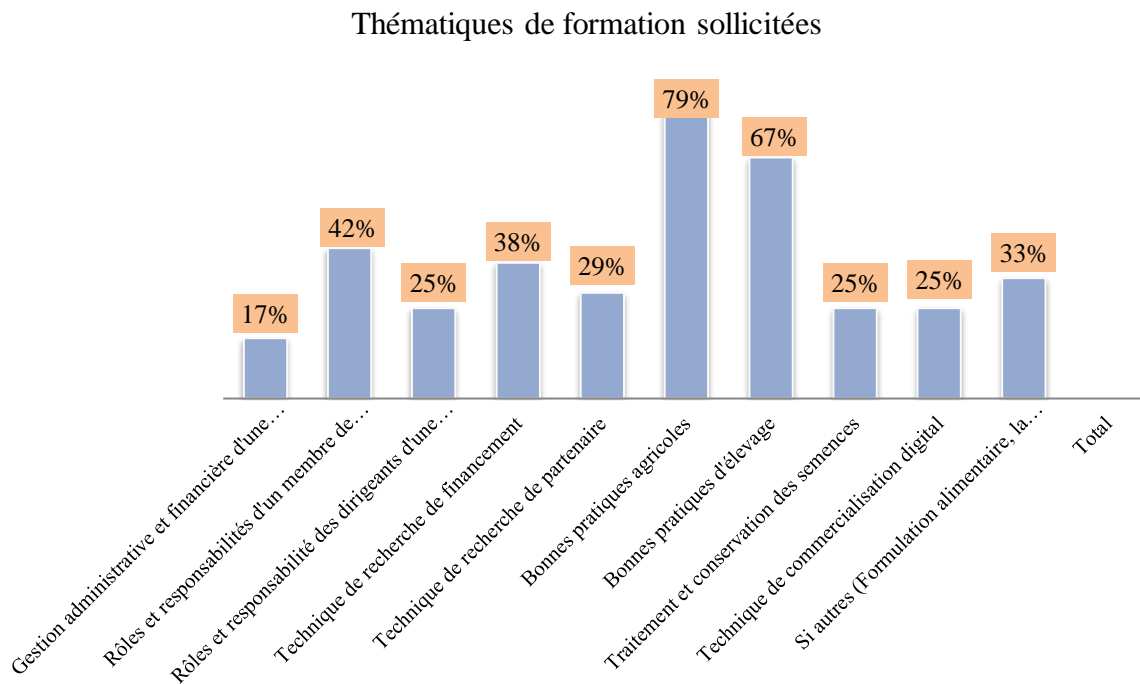


Source : Enquête Terrain Février-Mars 2024

En se référant à ce graphique, nous constatons que toutes les thématiques y figurant ont été animées au profit des bénéficiaires. Parmi les individus interrogés plus de 67% d'entre eux disent avoir été formés sur la législation semencière, la gestion d'une coopérative et post-récolte et conservation des semences. Ces thématiques riment bien avec les aspirations du projet à accompagner les bénéficiaires afin de mener des activités de production de semence. La performance d'un projet réside dans la maîtrise des activités qui sont à l'origine des résultats. En plus 25% disent avoir été formé sur la gestion des cultures, 13% sur la lutte contre les ravageurs des cultures. La maîtrise de ces deux baromètres est une importance capitale pour sauver les cultures. En sus, 8% disent avoir bénéficié une formation sur la planification des cultures et respectivement 4% disent avoir bénéficié des formations sur la formulation alimentaire dans le cadre des activités d'élevage et 4% autres sur la gestion des risques climatiques. Force est de constater qu'il y a eu une diversité de thématiques de formation déjà animées au profit des bénéficiaires. Il est à souligner que les producteurs leaders et points focaux du projet au niveau de chaque village bénéficiaire participent souvent à toutes les séances de formations organisées car ils constituent des conseillers endogènes auprès de leurs pairs.

Quels sont vos besoins en formation ?

Malgré que des séances de formation aient été organisées au profit des bénéficiaires, il découle toujours que des besoins sont exprimés pour renforcer davantage leurs compétences et savoir-faire. C'est le cas ici comme le montre ce tableau ci-dessous.

Graphique 9: Besoin en formation exprimés.

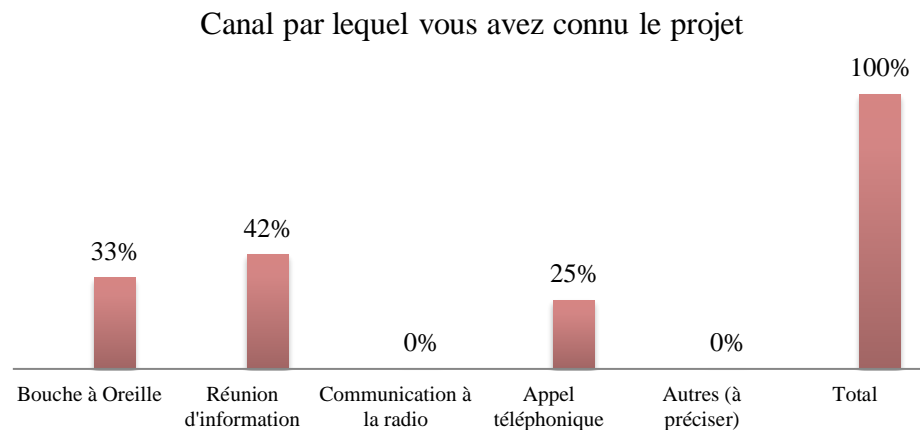
Source : Enquête Terrain Février-Mars 2024

Dans ce graphique, nous remarquons que les thématiques les plus sollicitées par les individus interrogés sont essentiellement : les bonnes pratiques agricoles 79%, les bonnes pratiques d'élevage 67% suivi des rôles et responsabilités des membres d'une organisation 42%, la technique de recherche de financement 38% et la formulation alimentaire de bétail 33%. En plus, 29% sollicitent un renforcement sur les techniques de recherche de partenaires et 25% sollicitent plutôt des formations sur le rôle et responsabilités des dirigeants, le traitement et conservation des semences et la technique de commercialisation digitale. La faiblesse du nombre demandeurs de ces trois dernières thématiques de formation peut être expliquée par le fait qu'ils ne soient peut-être pas parmi les producteurs ayant été déjà formés sur ces thématiques et c'est compréhensible. Seulement 17% disent vouloir être formés sur la gestion administrative et financière. Ces derniers peuvent être ont déjà reçu beaucoup d'autres formation technique et sollicitent maintenant un renforcement sur comment gérer efficacement les finances d'une organisation. Ces demandent se justifient du fait qu'ils veulent être performants dans leurs activités et donc doivent maîtriser ce qu'ils font. La technique de recherche de financement une fois maîtrisée, ils pourront aller seuls pour négocier des financements ce qui leur permettra d'emprunter le chemin vers une autonomie durable.

Comment avez-vous connu le projet AICCRA ?

En effet, nous faisons allusion à la manière dont ils ont connu le projet. Par quel moyen de communication avaient ils connu le projet dont il est question. Il en existe beaucoup mais nous avons voulu seulement savoir pour mieux s'appesantir dans le futur pour véhiculer des informations dont nous pourrons s'assurer qu'elles seront bien reçues et comprises.

Graphique 10 : Canal par lequel vous avez connu le projet.

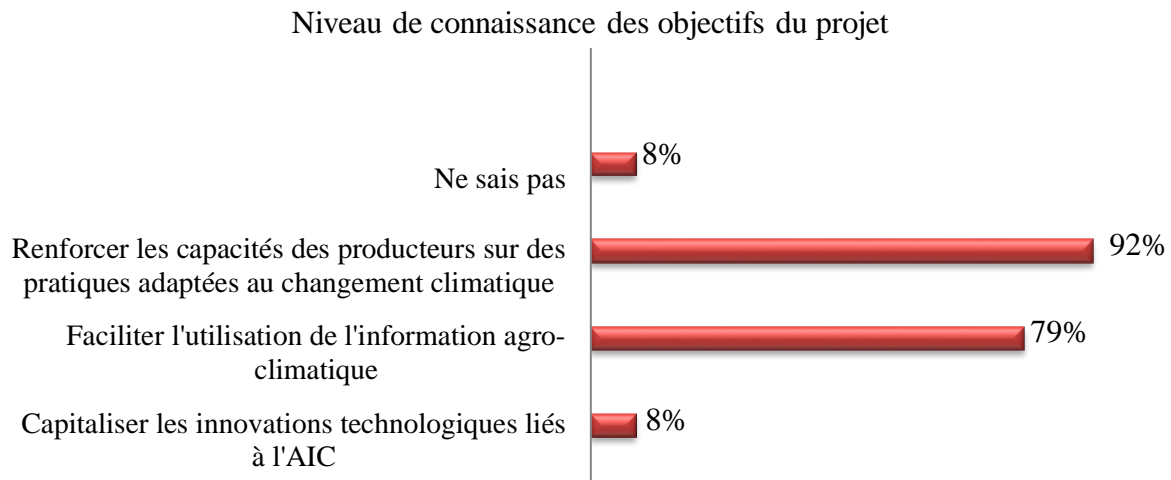


Source : Enquête terrain Février-Mars 2024

Pour toute information, de sensibilisation ou de communication, il faut un canal par lequel vous utilisez pour atteindre votre cible et ce projet n'a pas fait exception. Ce graphique nous révèle que 42% des individus interrogés disent connaître le projet à travers des réunions d'informations et cela veut dire qu'ils ont eu à les assister, 33% disent le connaître par la bouche à oreille ce qui est un impact de ceux qui avaient déjà assisté certainement ont eu à véhiculer les informations auprès d'autres et les 25% restants affirment l'avoir connu via un appel téléphone qu'ils ont reçu. Donc nous retenons ici que le meilleur canal qui a permis d'atteindre un grand nombre d'individus reste les réunions d'information directe et elles permettent d'être en contact direct avec les acteurs pour lever d'une incompréhension qui peut surgir liée à des questions à élucider. Cette approche directe permet aussi aux bénéficiaires d'être rassurés et de pouvoir garder leur confiance vis-à-vis du projet.

Connaissez-vous les objectifs du projet AICCRA ?

Par niveau de connaissance comprenez par ici quelle compréhension ont les individus enquêtés sur les objectifs poursuivis par le projet. Il est bon de le savoir pour comprendre si les informations issues des réunions d'information et de sensibilisation ont apporté une compréhension des objectifs du projet auprès des enquêtés.

Graphique 11 : Niveau de connaissance des objectifs du projet

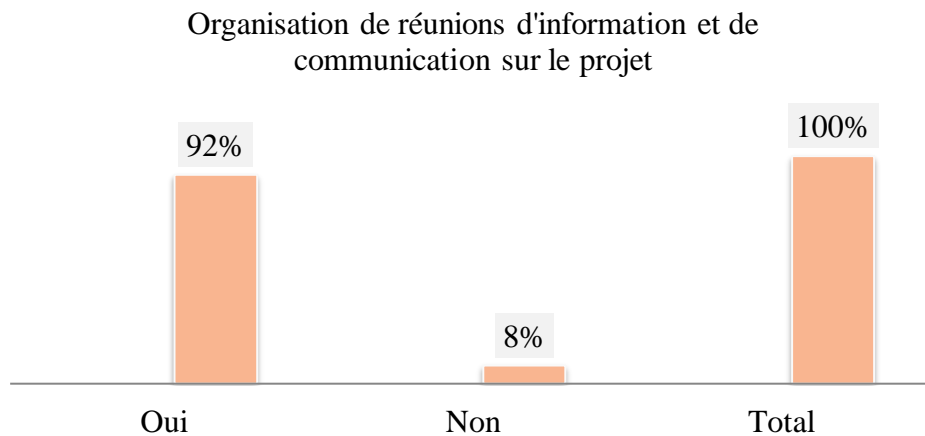
Source : Enquête terrain Février 2024

Ce graphique nous montre de façon diverse que les personnes interrogées ont un niveau de connaissance au moins à l'un des objectifs ce qui n'est pas mal pour un groupe d'individus ou 46% sont analphabètes malgré tout parviennent au moins à retenir un des objectifs du projet. Seulement 8% disent ne pas connaître les objectifs du projet et cela est peut-être lié à leur non-participation aux réunions d'information sur le projet. Ce cas peut être corrigé avec l'appui du conseiller agricole dans les émissions de radio qu'il anime pour revenir sur les objectifs du projet en guise de rappel. L'objectif qui est revenu le plus est celui du renforcement de capacité des producteurs représentant 92% suivi de la facilitation de l'utilisation de l'information agrométéorologique 79% car bon nombre d'entre eux reçoivent les appels de conseil agrométéorologique et 8% affirment la capitalisation des innovations sur liées à l'AIC qui combine l'utilisation de l'information météorologique aux pratiques adaptées au changement climatique afin d'atténuer les impacts parfois ou de s'adapter d'autres fois.

Mise en œuvre du projet

Organisez-vous à la base des réunions d'information et de communication sur ce projet AICCRA ?

Par organisation de réunions d'information et de communication, comprenez par ici s'il y avait eu des réunions d'information et de communication sur le projet au niveau de la base.

Graphique 12 : Organisation de réunion d'information et de communication.

Source : Enquête terrain Février-Mars 2024

Ce graphique nous révèle que 92% des personnes interrogées disent que des réunions d'information et de communication sur le projet ont été organisées et cela laisse entendre qu'ils ont aussi eu à assister lors des séances d'information et de communication. Par contre 8% disent qu'il n'y avait pas eu de réunion et cela se comprend s'ils n'ont pas assisté à ces séances c'est peut-être logique qu'ils le disent. Cela peut être corrigé à travers les émissions animées à la radio communautaire par le conseiller et ses appuis de proximités. Une bonne communication peut lever tout soupçon qui pourrait avoir un impact négatif sur le projet.

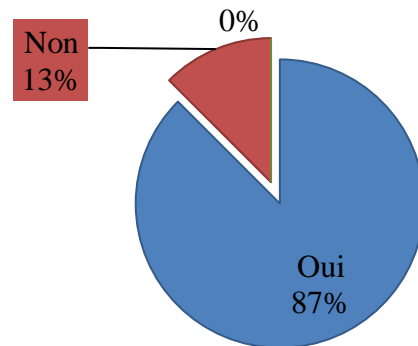
Communiquer bien, clair, concis et assurez-vous d'être compris afin d'avoir un meilleur équilibre entre le message envoyé et celui reçu et compris par les destinataires.

Avez-vous participé aux réunions d'information et de sensibilisation sur le projet AICCRA ?

Par participation aux réunions d'information et de sensibilisation, on comprend par ici si la population a été associée durant cette étape importante du projet par les acteurs chargés de mener cette activité auprès de la communauté des bénéficiaires.

Graphique 13 : Participations aux réunions d'information et de sensibilisation.

Participation aux réunions d'information et sensibilisation
Nb



Source : Enquête terrain Février-Mars 2024

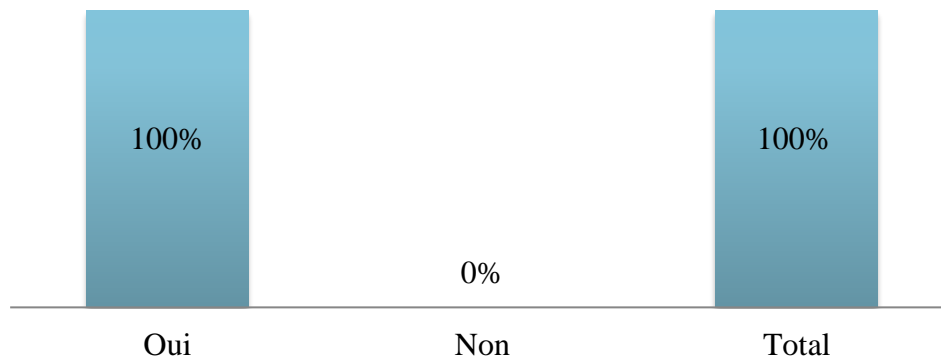
Ce graphique nous apprend que 87,5% des personnes interrogés ont dit avoir participé aux réunions d'information et de sensibilisation sur le projet. Nous remarquons que seulement 12,5% disent n'avoir pas participé aux réunions d'informations et de sensibilisation. Cela s'explique par le fait que les producteurs qui doivent participer aux réunions sont choisis et informés et tous ceux qui ne le sont pas ne sont pas appelés ou informés du fait que tout le monde ne peut malheureusement pas participer à chaque fois qu'une rencontre doit être tenue. Qui parle de choix fait recours à une élimination mais cela ne signifie pas que celui qui n'est pas choisi ne le mérite. Tout le monde mérite de participer à toutes les réunions.

Etes-vous bénéficiaire du projet AICCRA ?

Par bénéficiaire du projet, comprenez par ici si l'individu enquêté est bénéficiaire du projet AICCRA. Que ça soit du volet agriculture ou bien le volet d'élevage sur lesquels intervient le projet.

Graphique 14: Bénéficiaire du projet AICCRA

Bénéficiaire du projet AICCRA



Source : Enquête terrain Février 2024

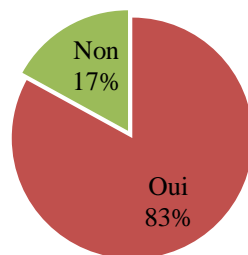
Ce graphique nous révèle que 100% des personnes interrogées disent être bénéficiaires du projet AICCRA ce qui laisse entendre que la cible a été bien atteinte dans le choix des répondants. En effet, on sera sûr que les réponses obtenues sont issues des acteurs actifs dans la mise en œuvre du projet et donc nous avons eu les données auprès des individus habilités à nous en fournir. Donc même s'il y' aurait des marges d'erreurs, elles seront minimales et auront un impact faible sur l'ensemble.

Recevez-vous des appels vocaux de conseils agro-climatiques via JOKALANTE ?

Cette section nous parle si est ce que les bénéficiaires du projet reçoivent-ils des appels vocaux de conseils agro-climatiques via la start-up JOKALANTE dans le cadre du projet ? C'est ce que nous allons découvrir dans le graphique ci-dessous.

Graphique 15: Réception d'appels vocaux de conseils agrométéorologiques.

Réception d'appels vocaux de conseils agrométéorologique



Source : Enquête terrain Février-Mars 2024

Ce graphique nous révèle que 83% des personnes interrogées disent recevoir les appels vocaux avec des conseils agro-climatiques qui accompagnent les producteurs dans leurs activités agricoles et d'élevage. Ces conseils les aident à la prise de décision quotidienne. En début du projet, il y a eu une enquête sur la situation de référence et beaucoup d'entre eux étaient répondeurs de l'enquête et ont vu leur numéro de téléphone enrôlés et c'est à partir de cette enquête certainement qu'ils ont commencé à recevoir les appels vocaux accompagnés de conseils agro-climatiques suite à la convention de partenariat entre AICCRA et JOKALANTE dont ce dernier se charge de la diffusion des appels vocaux auprès des bénéficiaires. C'est ainsi les 17% autres affirment ne pas en recevoir les appels vocaux et cela s'explique par le fait qu'ils n'avaient pas été répondeurs de l'enquête menée tout au début du projet lorsque que le projet établissait la situation de référence et par conséquent, leur numéro de téléphone n'étaient pas enrôlés.

Cependant tous ceux qui avaient eu la chance d'être enquêtés, reçoivent ces appels sous format audio de la part de la start-up.

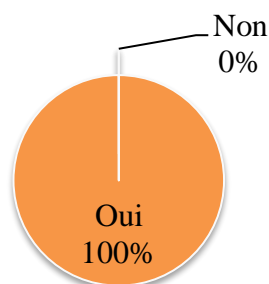
Organisation des producteurs

Existe-t-il un cadre local de communication et de coordination des activités entre les acteurs à la base et le projet AICCRA ?

Ce cadre n'est rien d'autre qu'une ou des structures locales autour desquelles sont regroupés des producteurs avec leurs instances. Une existence d'une telle structure serait un atout considérable sur la coordination des producteurs à la base.

Graphique 16: Existence de cadre locale d'organisation des producteurs

Existence d'un cadre d'organisation des producteurs



Source : Enquête terrain Février-Mars 2024

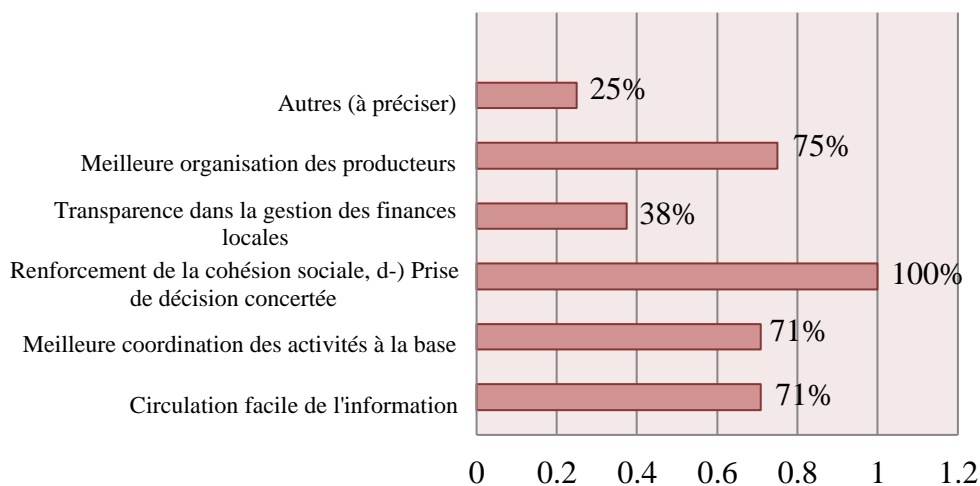
Le cadre local d'organisation de producteurs constitue un maillon important dans la coordination des activités à la base et la prise de décision concertée entre les acteurs qui s'y retrouvent. Nous constatons que 100% des individus interrogés disent qu'il existe des cadres locaux d'organisation de producteurs à la base qui facilitent selon eux la coordination des activités et la prise de décision concertées. Ils se sont regroupés sous forme de coopératives agricoles par filières afin de permettre un meilleur contrôle de leurs actions et de pouvoir facilement évaluer leurs performances dans la mise en œuvre des activités dans le cadre du projet. C'est pourquoi, la participation populaire à travers ces organes locaux reste un mécanisme fondamental de renforcement de leurs capacités locales à des fins de réduction efficace de la pauvreté et de développement rural.

Quel est l'apport de cette organisation dans vos activités dans le cadre du projet AICCRA

Dans cette section nous avons voulu recueillir les avis des personnes interrogées sur l'apport des organisations locales de producteurs dans leurs activités dans le cadre du projet AICCRA. Diverses appréciations ont été notées de leur part.

Graphique 17: Apport des organisations locales au niveau de la base

Apport des organisations locales au niveau de la base



Source : Enquête terrain Février-Mars 2024

Les organisations de producteurs ont un apport diversement apprécié par les bénéficiaires.

L'étude a montré que les apports des organisations locales sont divers et tous appréciés.

Le meilleur apport qui revient souvent est le renforcement de la cohésion sociale qui est une chose hyper importante car sans la paix rien ne peut se construire et 100% des producteurs l'affirment. Pour 75% des personnes enquêtées soutiennent que ces organisations locales

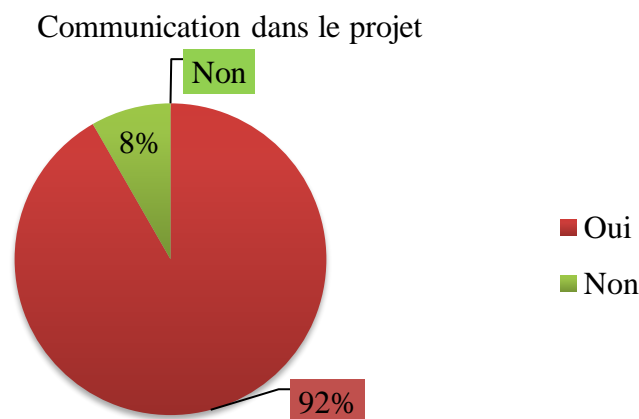
permettent une meilleure organisation des producteurs à la base et 71% affirment que c'est plutôt une facilité dans la coordination des activités en leur sein et la circulation de l'information qui aider tout le monde à avoir le même niveau d'information source de paix. En plus 38% soutiennent que ces organisations facilitent la transparence dans la gestion des finances de l'organisation et 25% soutiennent autres choses. Les organisations locales impliquées dans le projet sont perçues comme celles qui sont la solution pour pérenniser les résultats du projet jugés satisfaisants au regard du niveau d'exécution et les objectifs atteints. Selon M. NIANG : « *Nous avons une expérience dans la gestion des organisations, l'ANCAR nous a beaucoup formés dans divers domaines donc je considère que ces organisations vont plutôt faciliter nos activités que de causer des conflits* »

En plus, « *L'ANCAR met à la disposition de la commune un conseiller agricole qui est là avec nous bien avant le projet AICCRA et il nous conseille et nous assiste dans nos activités dont il est sollicité* ».

Communiquez-vous dans le cadre de ce projet ?

La communication est l'un des éléments primordiaux dans la réussite de tout projet quelle que soit sa nature. Communiquer revient à dire une interaction entre au moins deux acteurs, l'expéditeur et le destinataire de l'information. Si elle est bien faite, il y aura moins de problèmes du fait que l'information est comprise par les destinataires. Dans le cadre du projet, nous voulons vérifier s'il y avait bien communication dans ce projet à la base.

Graphique 18: Communication dans le projet



Source : Enquête terrain Février-Mars 2024

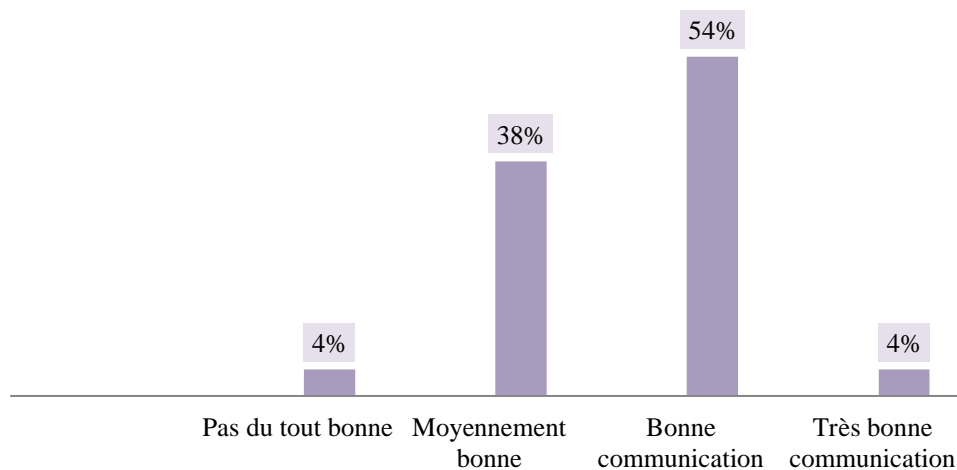
Le graphique nous montre que 92 % des personnes interrogées soutiennent qu'il y avait communication dans le projet et 8% seulement affirment le contraire. La posture de ces

derniers s'explique par le fait que parmi les individus enquêtés, il y avait certains qui n'avaient pas assisté aux séances d'information et de communication sur le projet. Donc cette posture est bien justifiée mais cela peut être vite résolu avec la présence d'un conseiller agricole à leurs côtés pour leur apporter tout son soutien. Le meilleur canal de communication selon les bénéficiaires, reste toujours les rencontres physiques communément appelées les rencontres en présentiel qui permettent de lever toute incompréhension des uns et des autres car les producteurs peuvent directement discuter avec l'acteur en question sans intermédiaire. Communiquer est bonne mais la manière de le faire à un impact direct sur le résultat. Ce n'est toujours pas facile d'être compris mais il est bon d'être simple, clair et concis sur le message véhiculé auprès des destinataires. Dans ce projet la compréhension du message véhiculé auprès de l'acteur destinataire est un grand défi du fait que le niveau de compréhension agit sur la manière de réagir de l'acteur et de la qualité de sa réaction.

Comment jugez-vous la communication avec les partenaires ?

Une étape cruciale si elle est bien menée donne souvent satisfaction par rapport aux attentes placées en elle. Cela n'a pas fait exception dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet.

Graphique 19: Appréciation de la communication avec les partenaires.



Source : Enquête terrain Février-Mars 2024

Cette figure nous renseigne que plus de 54% des individus interrogés, jugent que la communication est bonne entre les partenaires, 38% la jugent moyennement bonne et 4% la jugent très bonne. Nous pouvons conclure que malgré ces diversités d'appréciation, nous reconnaissons que la communication était bonne mais la plupart des producteurs sollicitent

qu'il y est davantage de communication entre les acteurs pour lever toute incompréhension des uns et des autres.

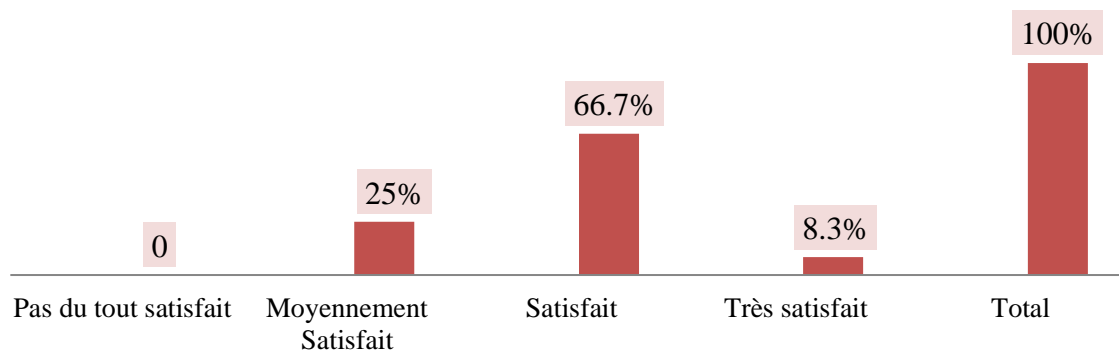
Ceux qui disent que la communication n'est pas du tout bonne sont ceux qui n'avaient pas assisté aux réunions d'informations et de sensibilisation sur le projet avec les partenaires. C'est ainsi, logiquement ils jugent que la communication n'est pas du tout bonne et ils ne représentent que 4% et c'est surtout à prendre très au sérieux pour corriger ces manquements à la suite des prochaines activités.

APPRECIATION DE LA GESTION DU PROJET AICCRA A LA BASE

Quel est votre niveau de satisfaction sur la manière dont les acteurs à la base sont impliqués dans ce projet ?

Le niveau de satisfaction des acteurs à la base doit être un critère de mesure de la performance sur les mécanismes mis en place pour impliquer tout ceux qui devraient l'être. Cette appréciation par des acteurs concernés nous donne une idée parfaite de ce qu'ils pensent du projet vu ce qui a été déjà accompli.

Graphique 20: Appréciation du niveau de satisfaction des acteurs relatif à leur implication sur le projet.



Source : Enquête terrain Février-Mars 2024

Ce tableau nous renseigne que 66,7% des acteurs à la base notamment les bénéficiaires du projet disent être satisfaits de la manière dont ils ont été impliqués et seulement 25% disent être moyennement satisfaits pour 8,3% affirment être très satisfaits. Ces scores ne sont pas du tout surpris du fait que le niveau d'implication des producteurs est jugé satisfaisant dans l'ensemble. Ces dires sont vérifiables sur leur niveau d'engagement dans la mise en œuvre du

projet qui est salué par tous les partenaires. Le niveau d'implication des différents acteurs impliqués du projet a positivement contribué sur le niveau d'atteinte des résultats du projet, tous les acteurs ont eu un retour positif des informations relatives au niveau d'exécution et d'atteintes des résultats. En effet, globalement, les activités mises en œuvre dans le cadre du projet AICCRA sont pertinentes d'après les partenaires. En plus, ces activités mises en œuvre sont adaptées aux impacts souhaités (90%) du projet AICCRA et répondent parfaitement (90%) aux besoins des bénéficiaires. Donc la plupart des acteurs partenaires du projet, soit 90%¹⁵, affirment que les actions entreprises sont en parfaite adéquation avec les résultats escomptés du projet.

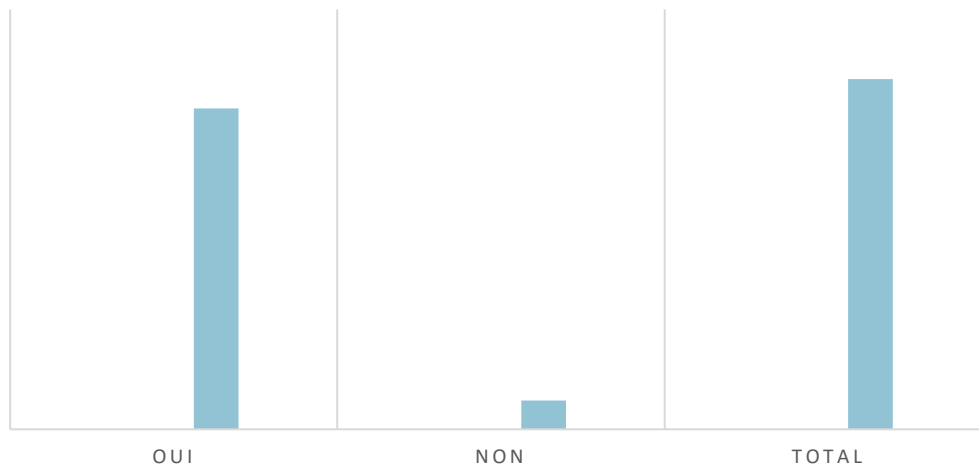
Suivi et évaluation du projet AICCRA

Participations des bénéficiaires aux visites et à l'évaluation à mi-parcours du projet.

Le projet AICCRA dans sa mise en œuvre a connu l'organisation de visites de suivi régulières, des visites d'échange et une évaluation à mi-parcours. Elles ont été organisées pour respectivement permettre de constater de visu l'état d'avancement des activités sur le terrain, un échange d'expérience entre les producteurs et entre les producteurs et les techniciens et permettre de voir si le projet est sur le bon chemin et éventuellement d'apporter des ajustements. L'ensemble de ces trois aspects importants dans un projet ont été bien pris en compte dans la mise en œuvre. Le suivi régulier se faisait souvent avec l'aide du conseiller agricole à la base assisté parfois par le CD-CAR et le Staff basé au niveau de la direction régionale de l'ANCAR. Le suivi et l'évaluation était l'affaire de tous les partenaires qui faisaient leurs décentes sur le terrain pour s'enquérir de la situation d'avancement des activités. Les visites d'échange étaient organisées en synergie avec les partenaires techniques du projet et AICCRA.

¹⁵ Rapport d'évaluation sur « EFFICACITÉ DES PARTENARIATS ÉTABLIS, Décembre 2023

Graphique 21 : Participation aux visites d'échange et à l'évaluation à mi-parcours du projet.



Source : Enquête terrain Février-Mars 2024

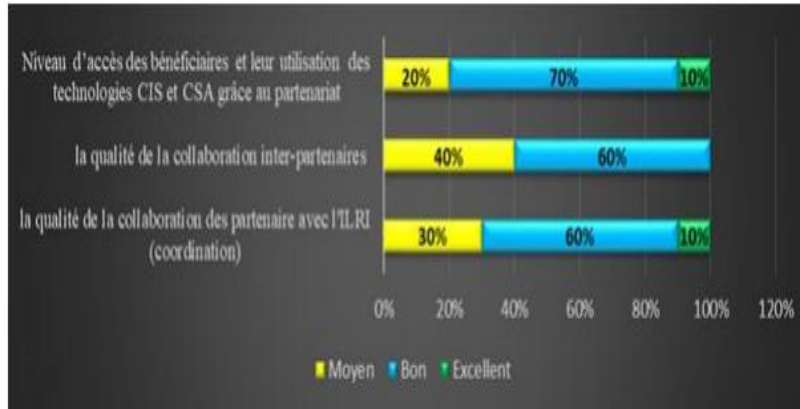
Cette figure nous renseigne que plus de 91,7% des individus interrogés disent avoir participé aux visites d'échange organisées et seulement 8,3% affirment le contraire.

Cela montre que les acteurs à la base notamment surtout les bénéficiaires du projet ont pleinement joué un rôle déterminant dans la mise en œuvre du projet et jugent que les objectifs du projet ont pris en compte leurs attentes. Une évaluation à mi-parcours avait été organisée pour mieux juger l'état des réalisations par rapport au planning.

C'est ainsi, selon B.SOW, Adjoint du Secrétaire général de la coopérative niébé agropastorale « *les visites d'échanges permettent de montrer et d'encourager les producteurs modèles à continuer sur le chemin de l'excellence et vont constituer une source de motivation pour les autres* ».

Quelle appréciation avez-vous de la coordination des acteurs dans la mise en œuvre du projet

Un point essentiel qui permet de mettre en place une bonne coordination entre les acteurs afin de faciliter à tout un chacun de jouer pleinement son rôle. L'atteinte des objectifs du projet doit forcément connaître un succès sur la coordination des acteurs qui doivent travailler en synergie pour y arriver.

Graphique 22: Appréciation de la qualité de la collaboration et partenariat d'AICCRA.

Source : Rapport d'évaluation sur « EFFICACITÉ DES PARTENARIATS ÉTABLIS, Décembre 2023

Le rapport d'évaluation AICCRA, décembre 2023 sur l'efficacité des partenariats établis montre que 60% des partenaires affirment de leur bonne qualité de collaboration avec la coordination (ILRI), 10% d'entre eux la jugent excellente. Pour ce qui est de la collaboration inter-partenaire, 60% des acteurs notent d'une bonne qualité et seulement 40% d'entre eux l'ont jugé moyenne. D'après 80% des acteurs, les partenariats tissés ont permis aux bénéficiaires d'accéder et utiliser les technologies CIS et CSA.¹⁶

C'est ainsi soutenu le président de la coopérative « And Jappo Liguéy Thiel » « *Les réunions d'information et de sensibilisation tenues en présentiel facilitent mieux la compréhension car les bénéficiaires auront la possibilité de poser directement la question à qui de droit pour élucider certains aspects mal compris et d'être sûr d'obtenir la bonne réponse auprès de la personne habilitée* ».

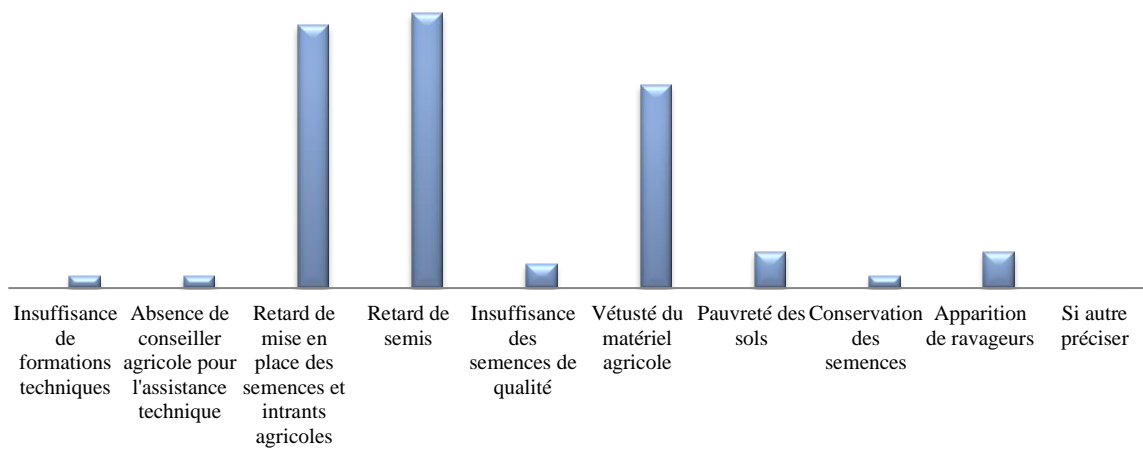
Quelles sont les difficultés rencontrées dans vos activités dans le cadre du projet ?

Les problèmes constituent les contraintes identifiées dans la mise en œuvre du projet.

Il y en a naturellement souvent dans la mise en œuvre des projets et celui d'AICCRA n'en fait pas exception.

¹⁶ Idim

Graphique 23: Difficultés rencontrées par les bénéficiaires dans la mise en œuvre du projet.



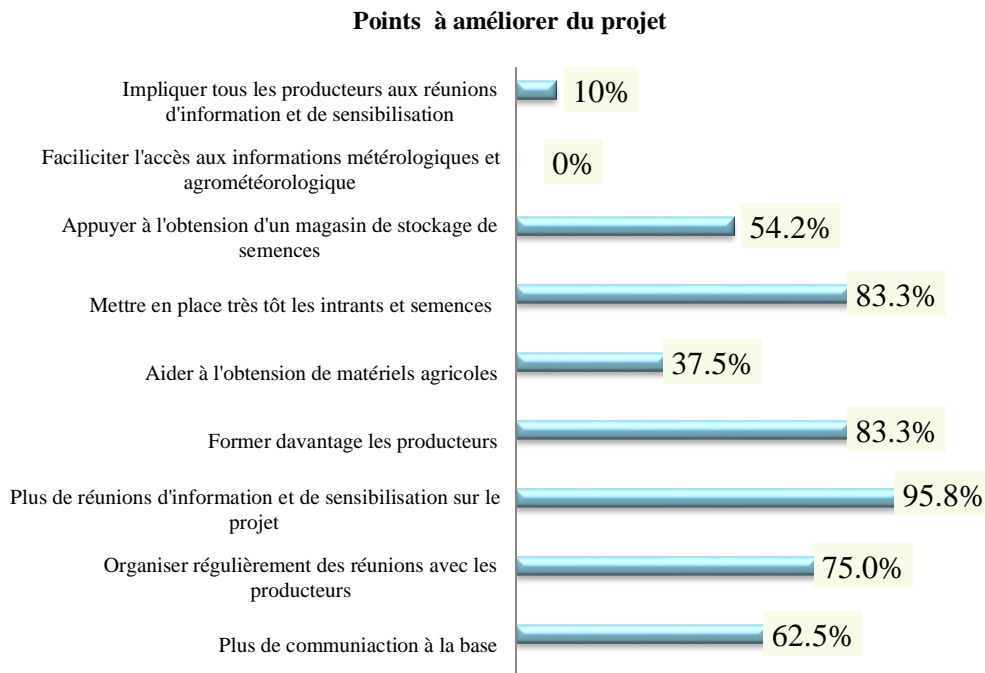
Source : Enquête terrain Février-Mars 2024

Les principales difficultés notées dans la mise en œuvre du projet par ordre de priorités se classent comme suit : D'abord, il y a le retard de semis 96% des réponses citées ensuite le retard de mise en place des semences et intrants agricole 92% des réponses citées et en fin la vétusté du matériel agricole 71% des réponses cités. La résolution de ces trois principaux problèmes aidera drastiquement au projet à rester sur sa lancée vers un succès durable.

Les faibles pourcentages cités montrent le niveau d'importance pour chaque problème auprès des producteurs. De façon hiérarchique, un classement s'est opéré du plus contraignant au moins contraignant selon les bénéficiaires juste en se référant sur les pourcentages de réponses que chaque problème en a eu.

Quels sont les points à améliorer dans la mise en œuvre du projet.

En effet, après avoir identifié les difficultés, il faudrait penser à la proposition solutions idoines pour remettre les choses sur de bonne base.

Graphique 24: Les points à améliorer dans la mise en œuvre du projet

Source : Enquête terrain Février 2024

Ce graphique met en lumière selon l'ordre de priorités des points à améliorer dans le cadre de la mise en œuvre des activités du projet AICCRA. Les personnes enquêtées nous révèlent qu'ici les points les plus urgents à améliorer. En effet, 95,8% souhaitent qu'il y est plus de réunions d'information et de sensibilisations sur le projet pour mettre tout le monde au même niveau d'information, 83,3% pensent qu'il faudra former davantage les producteurs et mettre en place très tôt les intrants et semences auprès des producteurs afin d'entamer les activités à temps et espérer les meilleurs résultats. En plus, 75% estiment qu'il faut organiser régulièrement des réunions avec les producteurs pour lever toute incompréhension au cours de la mise en œuvre du projet. En sus plus de communication à la base c'est ce que soutiennent plus de 50% des enquêtés et 37,5% sollicitent l'appui du projet pour l'obtention d'un magasin de stockage de semence et d'intrants pour sécuriser les produits issus des récoltes.

3.4.2 Analyse du guide d'entretien

L'analyse du guide d'entretien montre une variété de partenaires qui intervient dans la mise en œuvre du projet AICCRA et chacun est dans son domaine précis mais en parfaite synergie avec les autres. Dans l'analyse du guide, différents éléments peuvent être considérés.

PROCEDURES :

Acteurs : Dans la mise en œuvre du projet AICCRA, plusieurs acteurs ont apporté leurs contributions qui ont permis au projet d'atteindre ses résultats. En résumé dans le tableau et le rôle de chacun.

Tableau 6 : Synthèse des projets et programme intervenus dans la commune de Thiel

N°	Structure partenaires	Activités au sein du projet
1	ANACIM	Développement et mise en place de services d'informations climatiques.
2	ANCAR	Planification, mise en œuvre, formation, suivi et évaluation
3	ISRA	Mise en place des Tech Parks, Farmers démonstration, plateforme digitale.
4	JOKALANTE	Dissémination d'informations climatiques et de conseils agricoles.
5	URAC-radio	Communication (production et diffusion d'émissions).
6	USSEIN	Tout processus de développement de curricula de formation sur la gestion des risques climatiques en agriculture ; Formation destinée aux agents de vulgarisation.
7	UADB	Séminaires et formations.
8	RESOPP	Formation, production de support de formation, construction
9	ADID	Formation sensibilisation des éleveurs enquêtés avant l'évaluation ; participer aux réunions COP ; enrôlements de liste des éleveurs pour informer sur les données climatiques.
10	Collectivités locale	Facilitation et approbation du projet à s'implanter dans la collectivité
11	Producteurs /organisations de producteurs	Participer et accepter les actions à mettre en œuvre par le projet

Source : Rapport d'évaluation sur « EFFICACITÉ DES PARTENARIATS ÉTABLIS, Décembre 2023

Dispositif organisationnel :

Dans le cadre de la mise en du projet afin de faciliter une bonne exécution et coordination des activités, un dispositif organisationnel est mis en place pour assister et accompagner les producteurs à la base. Avec la collaboration avec l'ANCAR, un conseiller agricole est mis à disposition des bénéficiaires, il est assisté d'un Cadre Départemental de Conseil Agricole et Rural (CDCAR) basé au niveau département et d'un staff qui les assiste tous les deux basé à la direction de zone composé d'un Directeur de Zone, Chef de Service Conseil Agricole et Rural et Innovation (CSCARI), Technicien Spécialisé (TS), Chef Cellule Comptable et Financière (CCCF) et d'un Secrétaire. La synergie des forces ont permis d'instaurer une bonne coordination, d'exécution, de suivi et d'évaluation des activités sur le terrain.

Selon A.T « Sans une bonne organisation, la mise en œuvre d'un tel projet devient chose extrêmement difficile, nous avons su régler cela à notre niveau car un dispositif de terrain existait déjà ».

Structure de participation locale :

Par structure de participation locale, nous comprenons par ici les organisations locales qui ont participé activement aux activités du projet. C'est ainsi il y a eu la création de quatre coopératives par filière selon les spéculations agricoles travaillées par le projet et le volet élevage. Ces spéculations concernent : l'arachide, le niébé et le mil puis l'élevage. Chaque élément fait l'objet d'une coopérative pour faciliter la coordination des activités à la base et impliquer les producteurs dans leurs prises de décisions concertées. Cette section fait l'unanimité sur le rôle important des organisations locales dans la mise en œuvre du projet.

Selon un des responsables au niveau stratégique « les organisations locales dynamiques nous facilitent le travail à travers le conseiller agricole du fait qu'on peut directement passer par les responsables pour atteindre facilement leurs membres ».

Prise de décision :

Un aspect très important dans la gestion d'un projet qui regroupe plusieurs partenaires de mise en œuvre. L'ensemble des structures avec lesquelles il y a eu des entretiens soutiennent que la prise de décision est concertée ce qui favorise une participation participative de l'ensemble des acteurs selon leur niveau de responsabilités.

Un responsable affirme : « Nous nous concertons toujours avec les acteurs impliqués avant de prendre une quelconque décision_»

INFORMATION ET COMMUNICATION SUR LE PROJET

Cartographie de la communication et acteurs de la communication :

La communication constitue un élément fondamental dans la compréhension du projet. Plusieurs acteurs interviennent dans ce volet. Il s'agit :

D'abord de l'URAC : il assure la production et la diffusion des émissions radio en rapport direct avec le projet au niveau de la base dont la plupart le conseiller agricole et les producteurs restent souvent les invités.

Ensuite de l'AICCRA : il dispose d'un responsable chargé de la communication et l'image du projet auprès des partenaires. Il travaille en parfaite collaboration avec l'URAC-radio.

En fin, de l'ANCAR, par des conventions de partenariat avec les radios communautaires, elle permet au conseiller agricole d'animer des émissions radio sur des thématiques en rapport avec le projet et tout le long de la campagne agricole en collaboration avec le responsable des radios communautaires et monter des spots publicitaires en rapport direct avec les activités du moment.

Canaux de communication :

Les canaux de communication restent les moyens utilisés pour discuter directement avec les différents acteurs. Il ressort de cette étude que les réunions en présentiel, les radios communautaires, les emails, téléphone et surtout les réseaux sociaux constituent les moyens de communication utilisés avec tous les acteurs. Cela vient de confirmer aussi les informations issues des enquêtes auprès des bénéficiaires qui ont donné les mêmes réponses quand ils disent que les réunions en présentiel sont les plus utilisées lors des communications avec les acteurs à la base.

Place de la communication dans le projet :

Elle a été déterminante selon nos répondants dans la mesure où les informations pertinentes sont envoyées à temps aux différentes parties prenantes. D'une part, la communication interne et externe a permis de gérer les activités du projet de bout en bout. D'autre part, les informations pertinentes envoyées à temps aux producteurs dans la pratique à travers les applications de la plateforme SAIDA et de la plateforme ISAT ont été la clé de réussite du projet. C'est alors, la communication faite sur les résultats obtenus à travers les études d'évaluation a été d'une importance capitale pour la suite des activités. En plus, la communication a permis de maintenir les liens avec l'ensemble de l'équipe de gestion de projet, les partenaires et de promouvoir les résultats du projet à travers les médias locaux, nationaux et internationaux. Elle a fortement contribué à l'atteinte de différents publics que sont la banque mondiale en tant que bailleur, autres donateurs du projet, partenaires de développement, de mise en œuvre et techniques pour une meilleure visibilité des résultats du projet. Cette communication se fait souvent à travers des vidéos, des podcasts, des articles,

des blogs et news et de la communication de radio sur l'impact des interventions du projet au regard bénéficiaires et des partenaires.

Fort de ce constat, la communication était l'une des clés de voute qui a facilité le projet à l'atteinte de ses objectifs.

Selon A.S « Une mauvaise communication dans un projet à multipartite, devient une arme de destruction massive du fait que chacun donnera l'information comme il le sent mais pas comme il est souhaité qu'elle soit donnée. Donc si les acteurs ne se comprennent pas, il y a une forte probabilité que le projet aille droit vers l'échec ».

PARTICIPATION DES POPULATIONS

Cadre de concertation locale

L'analyse de cette section nous montre que des coopératives par filière ont été mises en place. Cette manière de procéder va permettre de mieux canaliser les producteurs à la base afin d'éviter toute anarchie dans la mise en œuvre des activités. Communiquer avec eux devient facile avec leurs organes de gestion de leurs coopératives.

Le cadre de concertation locale a toujours été bénéfique pour les projets si elles ont été associées depuis le début. La prise de décision est souvent concertée lors des réunions et diverses opinions sortent souvent pour trouver un consensus.

Critères de choix des bénéficiaires :

Un aspect très important car il va permettre de connaître quel genre de producteurs avons-nous besoins pour participer dans la mise en œuvre du projet. Les critères sont un moyen de filtrage qui va aider à n'avoir que les bons profils dont nous souhaitons avoir. En résumé, voilà les critères appliqués lors du choix des bénéficiaires :

- il faut résider dans la circonscription de la commune d'intervention du projet ;
- être producteurs et avoir une expérience sur l'une des spéculations choisies par le projet (niébé, mil et ou arachide) ;
- être disponible et engagé à respecter les règles établies dans la conduite des activités ;

C'est alors, si le producteur remplit tous ces critères, le conseiller agricole est mis en contribution pour affiner le dernier choix puisqu'il travaille directement avec eux et les connaît mieux que quiconque.

Dispositif d'accompagnement :

Un conseiller agricole est sur place pour assister et accompagner les producteurs dans toutes leurs activités dans le cadre du projet que ça soit dans le volet agricole que dans le volet élevage assister par un CDCAR basé au niveau du département.

Il dispose d'un moyen logistique adapté pour pouvoir se déplacer sans aucun problème.

Information et sensibilisation :

L'information et la sensibilisation, une étape cruciale dans la réussite du projet. Dans son dispositif, l'ANCAR avec son dispositif de terrain constitués du CDCAR et le conseiller agricole, assurent les séances d'information et de sensibilisation au niveau de la base avec la mise en contribution au besoin du Staff basé à la directement de zone. La radio communautaire quant à elle, joue un rôle capital du fait qu'elle permet de monter, de diffuser des émissions et de faire des communications directes auprès des auditeurs qui ne sont rien d'autres que la population dans son rayon d'action. En plus des émissions et des communications directes, des spots sont montés et diffusés tout le long de la campagne agricole sur des thématiques par rapport au moment.

Selon le responsable de la radio communautaire de Thiel : « La radio communautaire est là pour informer et sensibiliser sa population d'auditeurs et si votre cible est la population, alors vous devrez bien nous associer pour contribuer à la circulation de la bonne information auprès des auditeurs ».

3.4.3 Teste des hypothèses :

L'hypothèse1 : la contribution des populations participe à la mise en œuvre des projets :

En effet, lors de la mise en œuvre du projet, la population a été au cœur des activités, elles ont été actrices au premier plan. Elles ont activement participé aux réunions d'information et de sensibilisation sur le projet ce qui leur a permis de mieux connaître ses objectifs. La phase de mise en œuvre était participative les bénéficiaires et les partenaires ont effectivement joué à chacun ce qui le concerne son rôle qui lui est assigné. En plus, pour mener à bien les activités, les capacités des bénéficié ont été bien renforcées afin de faciliter l'atteinte des objectifs du projet. C'est alors, l'étude a montré que 87,5% des producteurs disent avoir participé aux réunions d'information et de sensibilisation sur le projet AICCRA et 86,4 % affirment avoir au moins été présents à 1 à 2 fois aux réunions d'informations et de sensibilisation. En plus, parmi les individus interrogés, 91,3% disent connaître les objectifs du projet ce qui signifie que tout a été clair dans leur tête avant de s'engager et 100% parmi eux sont bénéficiaires du projet. Nous avons noté au cours de cette étude que les réunions d'informations et de sensibilisation ont été très déterminantes pour amener les populations à adhérer massivement dans le projet. En plus, 100% des individus interrogés disent que le projet a bien pris en compte leurs préoccupations telles que l'accès aux semences de qualité, aux informations climatiques

et agro climatiques dont ces derniers influencent fortement sur la prise de décision agricole et autre. C'est ainsi, tous les paramètres réunis montrent bien que la population a fortement contribué à la mise en œuvre du projet de par leur engagement actif. C'est pourquoi, la contribution des populations a été un apport déterminant pendant la mise en œuvre du projet. Donc, nous pouvons affirmer que notre hypothèse est vérifiée.

L'hypothèse 2 : Le niveau d'implication des parties prenantes détermine les chances de succès des projets ;

L'implication de chaque acteur selon les missions qui lui sont assignées constitue une contribution individuelle et réunis, devient collective pour faciliter l'atteintes des objectifs du projet.

En effet, l'étude nous a montré que 100% des répondants disent communiquer avec les partenaires et 79,2% affirment que les réunions avec ces derniers sont en présentiel donc cela veut dire qu'il y a un contact direct avec les partenaires pour lever toute incompréhension. La collaboration et le respect de tout un chacun de la mission qui lui est assignée constitue un moyen qui mène le projet vers le succès et ici les parties prenantes l'ont compris et ont œuvré dans la synergie d'actions pour avoir des résultats communs. En effet, AICCRA dans son rapport d'évaluation sur « efficacité des partenariats établis » en Décembre 2023 confirme nos dires car il montre que 60% des partenaires affirment de leur bonne qualité de collaboration avec la coordination (ILRI), 10% d'entre eux la jugent excellente. Pour ce qui est de la collaboration inter-partenaire, 60% des acteurs notent d'une bonne qualité et seulement 40% d'entre eux l'ont jugé moyenne. D'après 80% des acteurs, les partenariats tissés ont permis aux bénéficiaires d'accéder et utiliser les technologies CIS et CSA.¹⁷ Cela veut dire qu'il y a une bonne collaboration des parties prenantes et chacune remplit la mission qui lui est assignée afin de mener le projet vers la destination souhaitée.

Cette collaboration appréciée positivement par tous, a permis d'atteindre les objectifs que le projet s'était assigné au niveau de la commune d'intervention. La contribution de tout un chacun a été un apport très déterminant pour arriver à ces résultats. C'est ainsi, la durabilité de la collaboration et des partenariats du projet AICCRA est aussi appréciée en termes de

¹⁷ Rapport d'évaluation sur « EFFICACITÉ DES PARTENARIATS ÉTABLIS ET DES COLLABORATIONS INSTITUTIONNELLES FORGÉES PAR LE PROJET AICCRA SÉNÉGAL, Décembre 2023

résultats de renforcement des capacités sur les services climatiques (CSA et CIS) de façon générale et sur les organisations de façon particulière. De façon générale, les partenaires (80%)¹⁸, sont parfaitement d'accord de la bonne qualité des résultats de renforcement des capacités du projet AICCRA. Les capacités dans le domaine des services climatiques ont été accrues au niveau des bénéficiaires. Par ailleurs, 80% d'entre eux sont fortement d'accord que leurs organisations ont reçu une bonne formation sur les services climatiques. En conséquence, au regard de ces résultats, on peut affirmer que le projet AICCRA a toutes les chances de perdurer car le volet renforcement de capacités sur les technologies CSA et CIS et le transfert ainsi que la production de connaissance constituent le socle de toute intervention durable. En plus des informations liées aux technologies de l'AIC, l'accès aux semences de bonnes qualités, l'accès et l'utilisation des informations agro météorologiques pour une meilleure gestion des risques liés au changement climatique ont été tous à porter des différents acteurs impliqués. Donc, nous pouvons confirmer ici aussi que cette hypothèse est vérifiée. Donc le niveau d'implication des parties prenantes peut bel et bien déterminer les chances de succès des projets.

3.5 RECOMMANDATIONS

3.5.1 Les recommandations d'ordre stratégiques

Dans le cadre de la réalisation de ce mémoire, nous avons identifié certains aspects qui nécessitent une amélioration pour une meilleure performance dans les activités. Il s'agit :

Renforcer la communication entre les différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet :

La communication dans un projet est une étape à part entière que tout projet doit prendre très au sérieux. En effet, une bonne communication avec parties prenantes est une bonne affaire qui mène le projet vers un succès retentissant. En effet, si elle est bien faite, lève toute lanterne et permet un même niveau d'information aux différents acteurs du projet dont sa mauvaise gestion peut être source de conflits. C'est pourquoi nous souhaitons qu'elle soit considérée comme un levier à part entière qui contribue nettement à mener le projet vers la destination souhaitée. C'est pourquoi, elle (communication) n'est efficace que si elle répond aux attentes qui sont placées en elle. En plus, elle constitue un levier très puissant qui participe à ce que tout le monde ait le même niveau de compréhension des enjeux du moment.

Respecter les échéances de décaissement établis.

¹⁸ Rapport d'évaluation sur « EFFICACITÉ DES PARTENARIATS ÉTABLIS, Décembre 2023

Dans la mise en œuvre du projet AICCRA, l'étude a révélé qu'il y a eu des lenteurs dans le respect des décaissements prévus et cela a été une source de retard dans la mise en œuvre de certaines activités. Ces retards de décaissements observés ont une incidence sur le déroulement des activités et également sur le calendrier d'exécution dans différents niveaux du projet. Donc c'est le nœud du problème, il faudrait une gestion rigoureuse des finances mais penser aussi à alléger surtout les lourdeurs administratives pour aller plus vite dans la prise de décision, l'exécution et le respect des cahiers de charge de chaque partenaire afin de rester dans les délais impartis des livrables.

Impliquer les principaux partenaires à la conception d'une approche multipartite du projet AICCRA qui intègre les enjeux et les priorités de leurs différentes institutions mères.

Le projet compte plusieurs partenaires de différents secteurs clés du développement qui peuvent travailler davantage dans une synergie d'action pour disposer des résultats au-delà des attentes prévues. En effet si le projet s'engage à l'élaboration d'une approche multipartite, il faudrait prendre en compte les enjeux et les priorités de chacune des structures mères qui ont les prérogatives de prendre de façon légitime certaines décisions pour faciliter le processus de mise en œuvre à leur niveau.

Instaurer un mécanisme de gestion des conflits entre les partenaires

Dans le cadre d'un projet multi-acteurs, il faut toujours prévoir l'apparition de conflits liés parfois à des intérêts personnels ou chacun essaye de tirer vers soi pour le compte de son organisation et oublier les collaborateurs avec qui il travaille. Donc il faudrait prendre en compte pas seulement au niveau des bénéficiaires mais aussi avec les partenaires de mise en œuvre où sont notés parfois des conflits d'intérêt. Le commanditaire du projet doit jouer le rôle d'arbitrage quand des conflits surgissent entre deux entités partenaires du projet, être impartial et transparent dans la gestion du conflit. C'est ainsi disait l'autre : « *Sans la paix rien ne peut se construire* ».

Prendre en compte les organisations de producteurs qui jouent un rôle essentiel dans la diffusion des informations et des innovations :

Les organisations de producteurs sont des fers de lance dans les projets si elles fonctionnent et sont engagées, leur contribution aura un apport considérable sur l'atteinte des objectifs du projet. Valoriser l'existant à défaut d'en créer d'autres, les former et les accompagner dans les missions qui leurs sont dévolues.

Mettre en contribution tout le monde dans le processus de mise en œuvre des activités, leur donnera une motivation supplémentaire. Privilégier une approche participative et engagée en travaillant avec elles (organisations) directement. Prendre la peine de les responsabiliser sur

certaines tâches est souvent source de motivation supplémentaire à leur niveau et leur laisser une certaine autonomie dans la prise de décisions leur concernant. Une décision concertée avec les organisations locales a plus de chance d'impacter positivement sur la cible que celle prise de façon unilatérale à leur insu.

Organiser fréquemment des réunions entre partenaires pour lever les blocages :

La fréquence des réunions au besoin entre les partenaires de mise en œuvre un moyen de mettre fin au commérage de toute sorte qui peut être lié à un manque d'informations de leur partage entre les acteurs impliqués. Pas d'information tue l'information mais trop d'information aussi tue l'information. Il faut informer juste et vrai et faire de sorte que le rôle et la responsabilité de chaque partie prenante soient clairement définis. Si cela est bien fait, il faudra penser à instaurer des garde-fous contre toute déviance d'une structure qui empiéterait le rôle d'un autre partenaire de mise en œuvre du fait que cela peut être une source de conflits entre eux et pourrait impacter négativement sur la bonne exécution du projet.

3.5.2 Les recommandations d'ordre opérationnelles :

Les recommandations d'ordre opérationnelles sont celles qui sont faites au niveau de l'exécutif des activités. En effet, c'est la dernière ligne hiérarchique en contact direct avec les bénéficiaires à la base.

Accepter et collaborer avec tous les partenaires qui le sollicitent et adopter les résultats obtenus dans le cadre du projet :

Cette recommandation s'adresse directement aux acteurs à base plus particulièrement aux bénéficiaires du projet. Les problèmes à résoudre par le projet leur concernent directement ils doivent être fortement impliqués depuis leurs identifications, leurs formulations, leurs mises en œuvre et leurs suivis et évaluations. Cela consiste à leur faire participer activement et de façon engagée à contribuer nettement à la prise de leur destin en mains. Les vrais problèmes de la communauté sont mieux connus que par la communauté qui y vit donc les impliquer devient un devoir. C'est ainsi disait l'autre : « Tout ce qui se fait pour moi sans moi est contre moi ». Une franche collaboration entre les partenaires et les bénéficiaires du projet peut renforcer les liens de confiance, diminuer les erreurs et éviter de ne minimiser aucun bénéficiaire quel que soit son identité ou son genre. Heureusement que l'aspect genre est fortement pris en compte dans le cadre du projet.

Sensibiliser et impliquer tous les acteurs dans l'adoption et l'utilisation des pratiques de l'agriculture intelligente face au climat (AIC) :

Faire adopter les nouvelles technologies aux producteurs demande beaucoup d'efforts d'information et de sensibilisation pour leur faire comprendre son importance. L'AIC en est

l'une d'elle qui mérite une attention particulière du fait que c'est dans leurs intérêts d'améliorer leurs productivités, leurs résiliences et l'atténuation des effets néfastes face aux changements climatiques. Continuer les sensibilisations revient à s'assurer que l'information soit reçue et comprise par tous et ancrée dans leur mémoire pour de bon. Pour tout projet de cette envergure, la pérennisation des acquis devient un devoir. Donc cette condition n'est satisfaite que si les populations locales participent activement à la mise en œuvre du projet, le comprennent puis se l'approprient. C'est alors, les résultats doivent s'inscrire dans la durabilité pour un impact plus pointu dans la communauté et pour la communauté.

Responsabiliser les organisations locales pour la durabilité des activités initiées par le projet et continuer la multiplication des semences à l'après projet :

Quand on parle de responsabiliser les organisations de producteurs, c'est pour leur permettre d'être autonomes dans leurs activités et d'être souveraines dans leur prise de décision. Cela affecte leur bien-être et le bon fonctionnement de leurs instances en renforce leur confiance en soi. Dans de pareilles circonstances, les agents extérieurs doivent juste jouer leurs rôles de conseillers et de facilitateurs mais pas de s'immerger directement dans la gestion de leurs finances encore moins influencer leur prise de leurs décisions qui peuvent les rendre souveraines de tout ce qu'ils envisagent de faire. Cette responsabilisation n'est rien d'autre que de les préparer à l'après projet afin qu'elles puissent fonctionner comme si les partenaires étaient toujours là. Cette transition si elle bien préparée, augmente leur courage et leur leadership à aller négocier déjà avec d'autres structures pour développer leurs réseaux et leurs activités dans la quête d'un développement durable au profit de leur terroir. L'après projet est un bénévolat et de volontariat dont seul un engagement actif et sincère pourrait vous mener vers la destination souhaitée.

Faire des émissions à travers les radios communautaires pour toucher une gamme diversifiée de la population :

C'est dans l'ordre de mieux informer et de sensibiliser davantage les acteurs afin d'élargir la gamme et la diversité de personnes susceptibles d'être intéressées aux activités qui sont mise en œuvre par les organisations locales. C'est un des canaux avec lesquels on parvient à toucher le maximum d'auditeurs du fait qu'une bonne partie de la population écoute la radio communautaire dans des horaires bien précises à partir de 19 h jusqu'à 23 h. C'est ainsi, dans le cadre du projet AICCRA, bon nombre de la population a connu le projet via les émissions radio qui étaient animées par le conseiller agricole avec certains producteurs leaders et bénéficiaires du projet. Ils unissaient leurs forces avec l'appui du projet, les partenaires et le

responsable de la radio pour atteindre la cible et les objectifs du projet à travers des signatures de conventions de partenariat en toute légalité et en bonne forme.

Continuer à fournir des informations météorologiques aux producteurs pour aider à leur prise de décision :

Les informations météorologiques ont été très bien appréciées par tous les producteurs qui ont eu l'expérience à recevoir ces appels vocaux accompagnés de conseils agrométéorologiques. Vue cette appréciation unanime, ils ont exprimé le besoin de continuer toujours à les recevoir du fait que cela a eu un impact très positif dans leurs activités aussi bien agricole, d'élevage ou autres. Cependant, ces appels ont un coût qui était supporté par le projet, donc ils souhaitent qu'un mécanisme soit trouvé afin que ce service perdure dans la communauté et qu'elle continue toujours à l'acquérir de façon permanente.

Selon un producteur A.K « Les conseils agrométéorologiques nous ont souvent permis d'anticiper une prise de décision relative à une activité à faire et cela nous aide à éviter des pertes qui pourraient avoir des conséquences lourdes comme surtout l'épandage de l'engrais dans les parcelles et bien d'autres ».

Appuyer la création de classes d'alphabétisation afin d'aider à rehausser le niveau d'instruction des producteurs et améliorer leurs capacités de lecture et d'écriture.

L'étude a montré que plus de la moitié des bénéficiaires du projet sont analphabètes c'est-à-dire ne savent ni lire encore moins écrire. En effet, cela peut avoir comme conséquence d'une part, la dépendance dans la gestion de leurs organisations par une tierce personne et d'autre part un manque de leadership continuera toujours à planer sur les organisations. En sus, leurs dirigeants n'ayant pas le minimum requis pour pouvoir faire une gestion transparente et une promotion de la bonne gouvernance pour s'aligner avec les idéologies du gouvernement qui prône une gestion sobre et vertueuse avec une efficacité dans la gestion.

Une bonne gestion doit toujours laisser des traces sur lesquelles s'appuyer pour vous évaluer. Un faible niveau entraîne une difficulté dans la compréhension rapide des messages mais cet aspect est pris en compte du fait que les appels vocaux de conseils agrométéorologiques sont en langue locale et les producteurs n'ont pas cette difficulté de comprendre le sens des messages. C'est une innovation de taille qui a fait ses preuves.

3.5.3 Plan d'actions de la mise en œuvre des recommandations

Le plan d'action de mise en œuvre est un outil de pilotage des activités qui y sont introduites, il permet de définir les actions ou tâches à effectuer, situer la responsabilité au niveau de l'exécution des actions ou tâches et les répartir dans le temps c'est-à-dire élaborer une échéance pour chacune des actions ou tâche à effectuer.

Actions ou tâches à effectuer	Responsable	Echéances
Respect des échéances de décaissements ;		
Implication des principaux partenaires à la conception d'une approche multipartite du projet AICCRA qui intègre les enjeux et les priorités de leurs différentes institutions mères ;	ILRI/AICCRA	Toute la durée du projet
Renforcer la communication entre les différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet ;	Tous les partenaires	Toute la Durée du projet
Organiser fréquemment des réunions entre partenaires pour lever les blocages ;		
Prendre en compte les organisations de producteurs qui jouent un rôle essentiel dans la diffusion des informations et des innovations ;	ANCAR, Organisations producteurs	Toute la durée du projet
Accompagner la formation des organisations à la base sur le leadership ;		
Sensibiliser et impliquer tous les acteurs dans l'adoption et l'utilisation des pratiques de l'agriculture intelligente face au climat (AIC) ;	URAC/Radio communautaire /ANCAR	Toute la durée du projet
Faire des émissions à travers les radios communautaires pour toucher une gamme diversifiée de la population ;		
Appuyer la création de classes d'alphabétisation pour aider à rehausser le niveau des producteurs ;	AICCRA/ANCAR	Mise en œuvre du projet
Continuer à fournir des informations météorologiques aux producteurs pour aider à leur prise de décision ;	ANACIM/AICCRA	Permanent
Accepter et collaborer avec tout partenaire qui sollicite notre implication et adopter les résultats du projet ;	Organisation paysanne /producteurs	Même au-delà du projet
Responsabiliser les coopératives pour la durabilité des activités initiées par le projet et continuer la multiplication des semences même après projet ;	ANCAR/Organisations de producteurs	Toute la durée du projet

3.6 CONCLUSION

Depuis plus de deux décennies presque déjà, les options prises en faveur du développement se polarisent sur les processus de participation des populations à la base. En effet, de l'Etat entrepreneur assurant exclusivement le pilotage des actions de développement à l'Etat minimum, se limitant à créer les conditions d'un environnement propice à la libre expression des acteurs, la mobilisation locale est devenue une priorité pour les projets et programmes qui œuvrent pour améliorer les conditions de vie des populations.

En effet, aux termes de la première partie de l'étude, il ressort que la participation n'est pas un concept récent dans le processus du développement à travers les ouvrages. Elle constitue le maître mot au cours des différentes étapes du cycle de vie d'un projet. Le succès ou l'échec d'un projet serait imputable au degré de participation des populations. Le degré de participation des populations dans la mise en œuvre des projets et programmes de développement peut prendre différentes formes selon les partenaires, le type de projet ou sa nature. A titre d'exemples, les projets sociaux, les projets agricoles et les projets d'infrastructures n'ont pas les mêmes exigences du point de vue de la participation des populations. C'est pourquoi, dans la participation, chaque partie prenante doit jouer pleinement son rôle et assumer pleinement les responsabilités qui lui sont confiées.

En ce qui concerne la deuxième partie, nous nous sommes penchés sur la méthodologie de collecte, d'analyse, d'interprétation des données et de leurs sources afin de permettre à obtenir les résultats qui confirment ou infirment nos hypothèses de départ. En sus, pour y arriver, nous avons utilisé les outils de collectes tels que le questionnaire, le guide d'entretien et la revue de la littérature pour mener à bien cette étude. Les données issues des enquêtes et des entretiens de terrain nous ont confirmés les hypothèses émises au début.

Malgré ces résultats, nous avons noté quelques contraintes durant la phase de collecte des données de terrain. Il s'agit de la difficulté d'entrer en contact avec deux des partenaires du projet et ciblés dans le cadre des entretiens : il s'agit de l'ISRA et de l'ANACIM ce qui nous a empêché d'avoir un répondant au sein de ces deux structures.

Cependant nous avons démarché cette possibilité de décrocher ces entretiens mais nous n'avons pas reçu de retours de leur part.

Cette étude comporte des limites que sont les biais dans certaines réponses du fait de la familiarité entre l'enquêteur et les producteurs avec qui il travaille dans cette commune. Donc leur jugement sur les appuis que leurs apporte l'agent sont appréciés à presque à cent pour cent. Est-ce que cette forte appréciation du travail du conseiller agricole n'est pas liée à la

relation de confiance qu'il y a instaurée entre lui et les producteurs auxquels il travaille depuis des années ?

La participation populaire dans la mise en œuvre des projets ne devrait-elle pas être un critère de premier niveau pour l'octroi de financement des projets de développement qui aspirent améliorer les conditions de vie des populations ?

3.7 BIBLIOGRAPHIE

3.7.1 Ouvrages

1. Dumas, André. "Participation et projet de développement." *Tiers-Monde*, vol. 24, no. 95, 1983, pp. 513-536.
2. Daures, N., et Dumas, A. *Théorie économique de l'entreprise autogérée*. Ed. du Faubourg, 1977.
3. Leroy, Maya. *La participation dans les projets de développement : une analyse critique*. 2009, 225 p.
4. Jones, Alexei. "L'apparition de la notion de participation dans la pensée et le discours du développement." *Perspectives internationales et européennes*, vol. 2, 2006. ffhalshs-03279524f.

3.7.2 Rapports

1. Principaux enseignements du rapport de la Banque mondiale sur l'économie du Sénégal, 2023.
2. Programme d'Action de la Conférence mondiale tripartite sur l'emploi, Bulletin officiel, BIT, 1977.
3. Plan de développement communal de Thiel 2018-2022.

3.7.3 Mémoires consultés

1. Ky, Kalidou. "Incitation des populations à une meilleure participation aux projets et programmes de développement : cas du programme d'appui aux filières agro-sylvo-pastorales (PAFASP)." 2011, pp. 16-17.
2. Zoungrana, Reine Nadine. "Analyse du processus de conception et de gestion des projets de recherche agricole à l'échelle régionale : cas des projets de recherche de l'ISRA appuyés par le CORAF/WECARD." octobre 2013.
3. Diao, Samba. "Décentralisation et développement local : Participation populaire au développement local urbain : le cas du conseil de quartier (CQ) de Diamaguène (Commune de Saint-Louis)." 2004, pp.
4. Liu, Jian. "Les obstacles à la mixité dans le management de projets." février 2012.
5. Simard, Geneviève. "Participation au développement local : le cas du Niger." Mémoire de maîtrise en science politique, janvier 2008, p. 39.

6. Bandia, Yankouba. "L'autonomisation économique des jeunes et des femmes à travers le Projet Pôle de Développement de la Casamance (PPDC) : cas de la ferme horticole départementale de Ziguinchor à Yabone." 20 février 2021.
7. Ly, Abdoul Baya. "La participation des populations villageoises dans les projets de développement : A quel prix ? Exemple de l'Association pour le développement d'Ourossogui dans la moyenne vallée du Sénégal." Mémoire DHEPS, Université de Rennes 2, 1997.

3.7.4 Articles

1. Gueye, B. "Expériences de l'Afrique de l'ouest francophone." *International Institute for Environment and Development*, dossier n°87, 1999.
2. Kakumba, Umar. "La participation citoyenne et le développement rural au niveau des autorités locales : Réflexion sur le système de décentralisation en Ouganda." *Editions I.I.S.A.*, vol. 76, no. 1, 2010, pp. 183-200.

3.7.5 Webographie

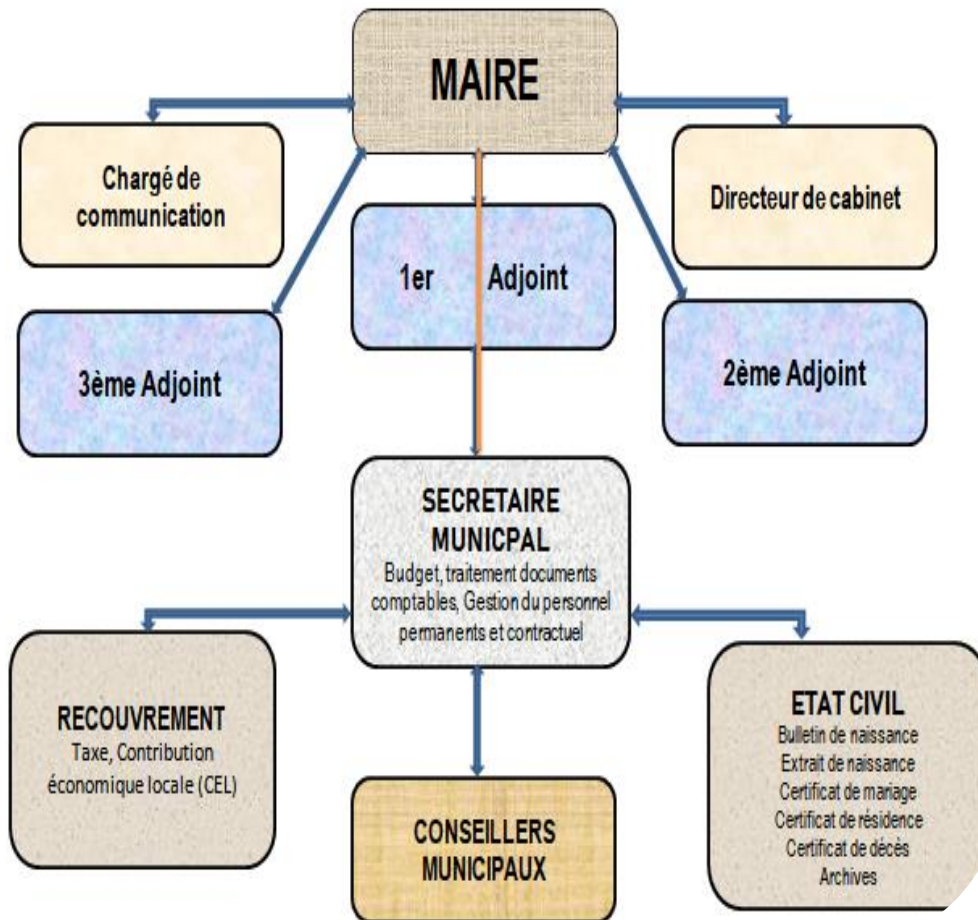
1. "Participation et projet de développement." *Persée*. Consulté le 22/11/2023, https://www.persee.fr/doc/tiers_0040-7356_1983_num_24_95_4306.
2. "L'apparition de la notion de participation dans la pensée et le discours du développement." *HAL-SHS*. Consulté le 29/11/2023, <https://shs.hal.science/halshs-03279524/document>.
3. "Vocabulaire du développement durable." *Comité 21 Québec*. Consulté le 29/11/2023, <https://www.comite21quebec.org/wp-content/uploads/2015/09/glossaire-dev-dur.pdf>.
4. "Le suivi d'un projet de développement : démarche, dispositifs, indicateurs." *F3E*. Consulté le 16/01/2024, <https://f3e.asso.fr/ressource/le-suivi-dun-projet-de-developpement-demarche-dispositifs-indicateurs/>.
5. "Une étude empirique du succès des systèmes d'information de gestion de projet dans les entreprises québécoises." *UQTR*. Consulté le 26/10/2023, <https://depote.uqtr.ca/id/eprint/1995/>.
6. "Fondamentaux de la gestion de projet." *Blog Gestion de Projet*. Consulté le 04/12/2023, <https://blog-gestion-de-projet.com/gestion-de-projet/fondamentaux-gestion-de-projet/>

7. "Manuel de gestion des projets." *UPU*. Consulté le 23/11/2023, <https://www.upu.int/UPU/media/upu/files/postalSolutions/capacityBuilding/qualityOfServiceFund/projectManagementManualFr.pdf>.
8. "Les facteurs clés du succès d'un projet." *OIQ*. Consulté le 22/11/2023, [http://gpp.oiq.qc.ca/les facteurs clés du succes d un projet.htm](http://gpp.oiq.qc.ca/les%20facteurs%20cles%20du%20succes%20d%20un%20projet.htm).
9. "Participation et projet de développement." *Persée*. Consulté le 22/11/2023, https://www.persee.fr/doc/tiers_0040-7356_1983_num_24_95_4306.

ANNEXES :

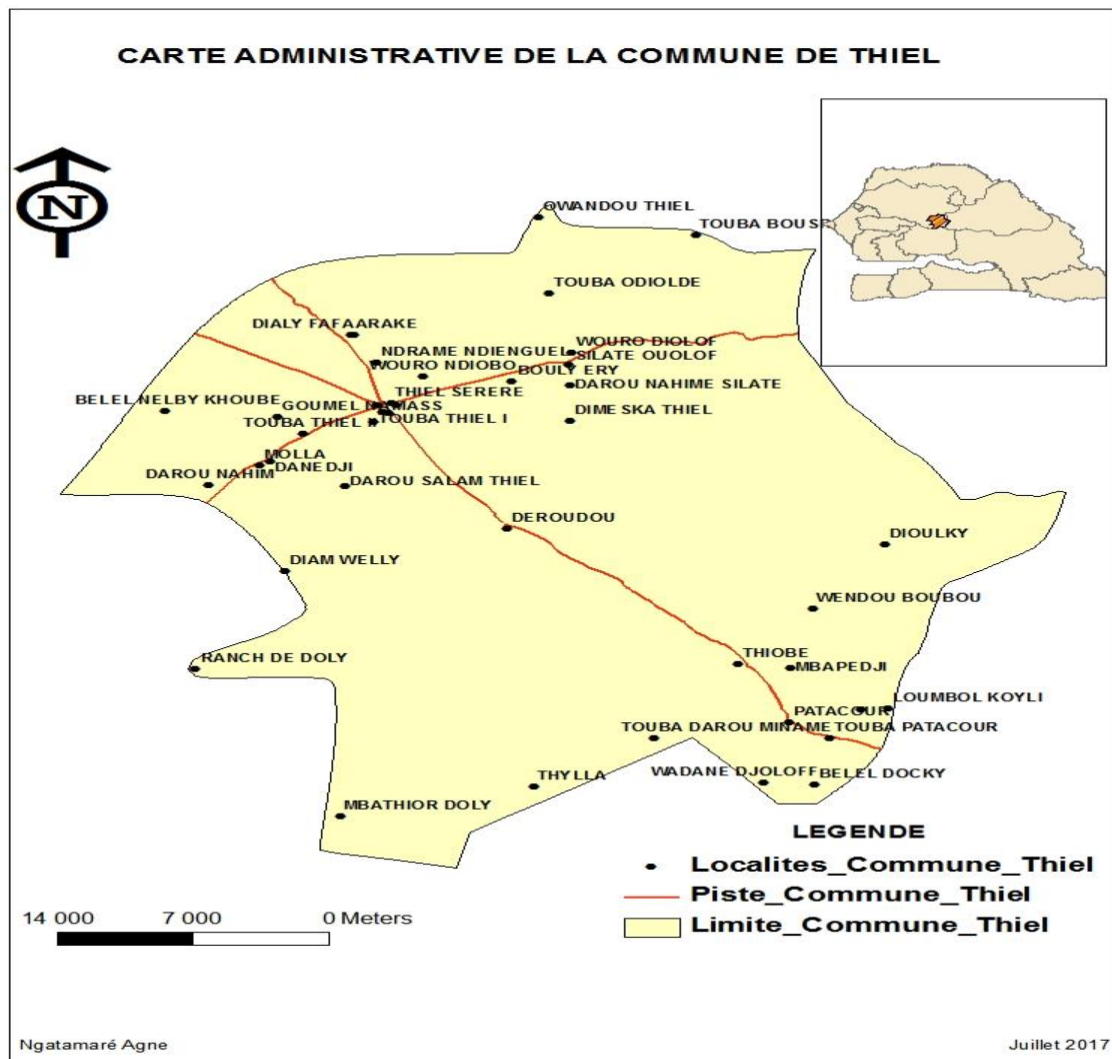
1. Organigramme

Le fonctionnement de la commune de Thiel repose en grande partie sur le secrétaire municipal, il se charge des budgets, traite les documents comptables, gère le personnel permanents et contractuel. L'Etat civil et les agents chargés du recouvrement sont tous sous sa responsabilité.



Source : Enquête terrain, Février-Mars 2024

Carte administrative de la commune de Thiel :



Source : Plan de Développement Communal PDC 2018-2022

Tableau7 : Identification des zones en fonction du nombre de village de la commune de Thiel

Zones	Nombre d'habitants /villages/hameaux
Thiél village	3492
Dioulky	1331
Dolly	3231

Patacour	2500
----------	------

Source : Plan de Développement Communal PDC 2018-2022

Tableau 8 : Répartitions des responsabilités entre populations et agents extérieurs

ETAPES	Participation des populations concernées	Rôle des agents extérieurs (pouvoirs publics, experts)
CONCEPTION	Prise de conscience	Information
	Identification et inventaire des besoins	Concertation
	Mise en évidence des priorités et adaptation du projet aux besoins	Etudes préliminaires et études des incidences du projet
	Mise en place d'un cadre institutionnel (organes de la participation) et détermination des responsabilités	Participation éventuelle
	Recherche des moyens (main-d'œuvre, matériel, financement)	Etudes techniques (montage technique et financier)
REALISATION	Mise en place du chantier (préparatifs construction)	Assistance technique
	Fourniture de main-d'œuvre et de matériaux	Formation de la main-d'œuvre, mobilisations des ressources et fourniture de matériaux
	Exécution du projet	Assistance technique et contrôle de la réalisation
FONCTIONNEMENT	Gestion du projet	Evaluation ex- post
	Maintenance du projet (fonctionnement et entretien)	Assistance technique
	Exploitation du projet (organisation des utilisateurs et participation aux avantages et aux charges)	Suivi du projet

Source : André DUMAS (1983) p 523.

Photo devanture Mairie Thiel



DEVANTURE MAIRIE THIEL

Source : Enquête terrain Février-Mars 2024

Photos illustratives :



Réunion d'information avec le Maire, 2 représentants du Projet AICCRA, Responsable Radio communautaire, représentante des femmes, Conseiller agricole



Réunions d'information et de sensibilisation sur le projet AICCRA



Source : Archive photos campagne 2022-2023

PARCELLE D'ARACHIDE D'UN BENEFICIAIRE DES SEMENCES DU PROJET AICCRA 2022-2023



VISITE DE SUIVI DES BENEFICIAIRE RECEVANT LES APPEL DE CONSEILS AGROMETEOROLOGIQUES AVEC LA START-UP JOKALANTE, ANCAR ET LA RADIO COMMUNAUTAIRE 2022-2023





Source : Archive photos campagne 2022-2023

2. Questionnaire / Bénéficiaires du projet

IDENTIFICATION DU/DE LA REpondant (E)

1. Quel est votre nom et prénom ?

Nom..... Prénom (s) :

2. Quel est votre sexe ?

MasculinFéminin.

3. Dans quelle tranche d'âge vous situez-vous ?

15-25 ans ; 25-35 ans 35-45 ans ; 45-55 ans ; 55-65 ans ; 65 ans et plus

4. Quelle est votre situation matrimoniale ?

a) Marié ; b) Célibataire ; c) Veuf/veuve ; d) Divorcé

5. Dans quel village habitez-vous ?

Thiel centre Mola Darou Nahim Danédji Touba Danédji

Thiel Sérère Hodioldé 3 ; Touba Ndiagne ; Si autre préciser

6. Quel est votre niveau d'étude ?

a) Analphabète ; b) Primaire ; c) Collège ; d) Lycée ; e) Université ;

f) Instruction coranique ;

7. Quelle est votre catégorie socioprofessionnelle ?

a-) Exploitant agricole, b-) Ouvrier, c-) Retraité, d-) Employé, e-) Artisan, f-) Commerçant, g-) Etudiant, h-) Chauffeur, i-) Maître coranique, j-) Autres (à préciser),

8. Quelles sont les activités que vous menez ?

a-) Agriculture, b-) Elevage, c-) Commerce, d-) Pêche, e-) Artisanat, f-) Autres (à préciser)

FORMATION :

9. Avez-vous bénéficié des formations dans le cadre du projet ?

Oui Non

Si oui sur quelle thématique ?

a) La législation semencière ; b) Gestion d'une coopérative ; c) Post-récolte et conservation ; d) formulation alimentaire ; e) Gestion des risques climatiques ; f) Planification des cultures ; g) La gestion des cultures ; h) Lutte contre les ravageurs des cultures ; i) Si autres (préciser).....

10. Seriez-vous intéressé à d'autres thématiques de formation ?

Oui Non

Si oui lesquelles : a-) Gestion administrative et financière d'une coopérative, b-) Rôles et responsabilités d'un membre de coopérative, c-) Rôles et responsabilité des dirigeants d'une coopérative, d-) Technique de recherche de financement, e) Technique de recherche de partenaire, f-) Bonnes pratiques agricoles, g-) Bonnes pratiques d'élevage, h-) Traitement et conservation des semences, i-) Technique de commercialisation digital, j-) Autres (à préciser)

Si non pourquoi ?.....

CONNAISSANCE DU PROJET

11. Connaissez-vous le projet AICCRA ?

Oui Non

12. Comment l'avez-vous connu ?

Bouche à bouche Réunion d'information Communication radio Appel téléphonique

Si autres (à préciser)

13. Connaissez-vous les objectifs du projet AICCRA ?

Oui Non

Si oui lesquels ?

a-) Capitaliser les innovations technologiques liés à l'AIC, b-) Faciliter l'utilisation de l'information agro-climatique, c-) Renforcer les capacités des producteurs sur des pratiques adaptées au changement climatique, d-) Si autres (préciser)

Si non pourquoi ?.....

14. Les objectifs du projet AICCRA prennent-ils en charge vos attentes ?

Oui Non

Si oui comment ?.....

Si non pourquoi ?.....

MIS EN ŒUVRE DU PROJET

15. Organisez-vous à la base des réunions d'information et de communication sur ce projet AICCRA ?

Oui Non

Si oui pourquoi ?.....

Si non, pourquoi ?.....

16. Quelle est la fréquence des réunions d'informations et de sensibilisation sur ce projet ?

a-) 1 à 2 fois/mois, b-) 2 à 3 fois/mois, c-) 3 à 4 fois/mois, d-) Plus de 4 fois

17. Avez-vous participé aux réunions d'information et de sensibilisation sur le projet AICCRA ?

Oui Non

Si non pourquoi ?.....

18. A quelle fréquence participez-vous aux réunions d'information et de sensibilisation sur le projet AICCRA ?

a-) 1 à 2 fois/mois, b-) 2 à 3 fois/mois, c-) 3 à 4 fois/mois, d-) Plus de 4 fois

Si jamais participer pourquoi ?.....

19. Etes-vous bénéficiaire du projet AICCRA ?

Oui Non

Si oui pourquoi ?.....

Si non pourquoi ?.....

20. Comment avez-vous été associé (e) à ce projet ?

a) Choix direct, b) Par une enquête, c) Par un test, d) Autre (à préciser)

21. Avez-vous participé au choix des sites devant accueillir les activités du projet ?

Oui Non

22. Recevez-vous des appels vocaux de conseils agro-climatiques via JOKALANTE ?

Oui Non

23. Quel est le niveau d'importance de ces conseils agro climatiques par rapport à vos activités ?

Pas important	Moyennement important	Important	Très important

ORGANISATION DES PRODUCTEURS

24. Existe-t-il un cadre local de communication et de coordination des activités entre les acteurs à la base et le projet AICCRA ?

Oui Non

Si oui, quelle est la nature de l'organisation. ?.....

25. Quel est l'apport de cette organisation dans vos activités dans le cadre du projet AICCRA ?

a-) Circulation facile de l'information, b-) Meilleure coordination des activités à la base, c-) Renforcement de la cohésion sociale, d-) Prise de décision concertée,

e-) Transparence dans la gestion des finances locales, f-) Meilleure organisation des producteurs, g-) Autres (à préciser)

26. Existe-t-il des conflits entre les acteurs à la base suite à la création de cette/ces organisation (s) ?

Oui Non

Si oui lesquels.....

27. Existe-t-il un conseiller agricole qui vous assiste dans vos activités agricoles ?

Oui Non

Si oui, quels sont ces appuis ?

a-) Appui technique, b-) Appui organisationnel, c-) Information et sensibilisation sur le projet, d-) Formation et renforcement de capacité, e-) Conseil de base, f-) intermédiation, g-) Mise en relation avec les partenaires, h-) Appui à la formalisation de l'organisation, i-) Autres (à préciser)

28. Quel est votre niveau de satisfaction de l'assistance du conseiller agricole ?

Pas du tout satisfait (e)	Moyennement Satisfait (e)	Satisfait (e)	Très Satisfait (e)

COMMUNICATION

29. Communiquez-vous dans le cadre de ce projet ?

Oui Non

30. Si oui, par quel canal communiquez-vous le plus entre vous les acteurs à la base du projet AICCRA ?

Radio communautaire Réunion en présentiel Réunion en ligne Appel téléphonique
Autres

Si autre préciser.....

Si non pourquoi ?.....

31. Quelle est la fréquence de communication ?

a-) 1 à 2 fois / mois, b-) 2 à 3 fois / mois, c-) 3 à 4 fois / mois, d-) Plus de 4 fois / mois

32. Communiquez-vous avec les partenaires du projet ?

Oui Non

Si oui, par quel canal communiquez-vous le plus avec les partenaires du projet ?

a-) Radio communautaire, b-) Réunion en présentiel, c-) Réunion en ligne, d-) Appel téléphonique, e-) Email, f-) Autres (à préciser),

Si non pourquoi ?.....

33. Comment jugez-vous la communication avec les partenaires ?

Pas du tout bon	Moyennement bon	Bonne communication	Très bonne communication

APPRECIATION DE LA GESTION DU PROJET AICCRA A LA BASE

34. Quel est votre niveau de satisfaction sur le partage des informations et la communication relative au projet au niveau de la base ?

Pas du tout satisfait	Moyennement Satisfait (e)	Satisfait (e)	Très Satisfait (e)

35. Quel est votre niveau de satisfaction sur la manière dont les acteurs à la base sont impliqués dans ce projet ?

Pas du tout satisfait (e)	Moyennement Satisfait(e)	Satisfait (e)	Très Satisfait (e)

SUIVI DU PROJET AICCRA

36. Recevez-vous des visites de suivi dans vos parcelles agricoles ?

Oui Non

Si oui quelle fréquence par campagne ?

1 à 2 fois	2 à 3 fois	3 à 4 fois	Plus de 4 fois

Si non pourquoi.....

37. Il y a-t-il des visites d'échange organisées dans le cadre de se projet ?

Oui Non

Si oui pourquoi ?.....

Si non pourquoi ?.....

38. Avez-vous participé à cette visite ?

Oui

Non

Si non pourquoi.....

EVALUATION DU PROJET AICCRA

39. Une évaluation à mi-parcours avait-elle été organisée ?

Oui

Non

Si oui, pourquoi ?.....

Si non, pourquoi ?.....

40. Quelles sont les difficultés rencontrées dans vos activités dans le cadre du projet ?

a-) Manque de formation technique, b-) Absence de conseiller agricole pour l'assistance, c-) Retard de mise en place des semences et engrais, d-) Retard de semis, e-) Accès aux semences de qualité, f-) Vétusté du matériel agricole, g-) Pauvreté des sols, h-) Problème de conservation des semences, i-) Apparition des ravageurs, j-) Autres (à préciser)

41. Selon vous, quelles sont les forces du projet AICCRA ?

a-) Partage des informations du projet, b-) Disponibilité de l'unité des coordinations, c-) Visites de terrains régulièrement organisées, d-) Enquête régulière pour mesurer les avancés notées, e-) Existence de multi-acteurs, f-) Bonne coordination des acteurs, Si autres (préciser)

42. Selon vous, quelles sont les points à améliorer pour une meilleure coordination du projet entre les acteurs à la base et les partenaires du projet ?

a-) Plus de communication à la base, b-) Régularité des réunions des producteurs, c-) Plus de sensibilisation et d'information, d-) Plus de formations des producteurs, e-) Aider à l'obtention de matériel agricole, f-) Mettre en place très tôt les intrants et semences, g-) Appuyer à l'obtention d'un magasin de stockage des semences, h-) autres (à préciser),

43. Quelles sont vos avis et recommandations ?

.....

Guide d'entretien/

AICCRA/ANCAR/JOKALANTE/ISRA/ANACIM/RADIO/COLLECTIVITE LOCALE

Prénom (s) et Nom personne interviewée :

Fonction :

Date :

Heure :

THEME 1 : PRESENTATION DE L'ENTREPRISE :

- Historique :
- Missions :
- Valeurs :
- Réalisations :

THEME 2 : PROCEDURES

- Acteurs,
- Dispositifs organisationnels,
- Structure de participation locale,
- Prise de décision,

THEME 3 : INFORMATION ET COMMUNICATION SUR LE PROJET

- Cartographie de communication,
- Canaux de communication,
- Acteurs de communication,
- Place de la communication dans le projet,

THEME 4 : PARTICIPATION DES POPULATIONS

- Cadre de concertation locale,
- Critères de choix des bénéficiaires,
- Dispositif d'accompagnement,
- Information et sensibilisation,

Avis et recommandations

TABLE DES MATIERES

RESUME.....	3
ABSTRACT	4
DÉDICACE	5
REMERCIEMENTS	6
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	7
LISTE DES TABLEAUX.....	9
LISTE DES FIGURES.....	10
LISTE DES CARTES.....	11
SOMMAIRE	12
1. INTRODUCTION.....	13
1.1 Contexte.....	15
1.2 Problématique	16
1.3 Hypothèses de recherche	20
1.4 Présentation du cadre et champ de l'étude	20
1.4.1 Cadre de l'étude	20
1.4.2 Champ de l'étude :	21
1.4.3 Délimitation du champ de l'étude :	22
1.5 Pertinence du sujet.....	22
1.5.1 Intérêt académique et scientifique :	22
1.5.2 Intérêt personnel et professionnel :	22
1.5.3 Intérêt pour la communauté :	23
1.6 Résultats attendus.....	24
1.6.1 Objectif général	24
1.6.2 Objectifs spécifiques.....	24
2. PREMIERE PARTIE : CADRE THEORIQUE	25
2.1 CHAPITRE : ETUDE CONCEPTUELLE	25
2.1.1. Section 1 : Les concepts généraux	25
2.1.2 Section 2 : Revue critique de la littérature :	30
2.2 CHAPITRE : Présentation de la commune de Thiel.....	38
2.2.1 Section 1 : Présentation de la commune de Thiel.....	38
2.2.2. Section 2 : Les missions de la commune	39
2.2.3 Section 3 : Les valeurs de la commune	39

2.2. 4 Section 4 : Les réalisations de la commune	39
2.2.5 Section 5 : Les projets	39
3. DEUXIEME PARTIE : CADRE ANALYTIQUE.....	41
3.1 CHAPITRE 1 : METHODOLOGIE.....	41
3.1.1 Section 1 : La revue documentaire	41
3.1.2. Section 2 : Le questionnaire.....	41
3.1.3. Section 3 : Le guide d’entretien.....	42
3.2 CHAPITRE 2 : Données- Sources-Echantillonnage.....	42
3.2.1 Section 1 : Données.....	42
3.2.2 Section 2 : Sources :	44
3.2.3 Section 3 : Echantillonnage :.....	44
3.3 Outils de traitement.....	46
3.3.1 Sphinx :.....	47
3.3.2 Google forms :.....	47
3.3.3 Excel :.....	47
3.4 Analyse et interprétations des résultats.....	47
3.4.1 Analyse du questionnaire.....	47
Graphique 6: Activités menées par les bénéficiaires	50
Graphique 15: Réception d’appels vocaux de conseils agrométéorologiques	58
Graphique 20: Appréciation du niveau de satisfaction des acteurs relatif à leur implication sur le projet	63
3.4.2 Analyse du guide d’entretien.....	69
3.4.3 Teste des hypothèses :.....	73
3.5 RECOMMANDATIONS	75
3.5.1 Les recommandations d’ordre stratégiques.....	75
3.5.2 Les recommandations d’ordre opérationnelles :.....	77
3.5.3 Plan d’actions de la mise en œuvre des recommandations	79
3.6 CONCLUSION	81
3.7 BIBLIOGRAPHIE	83
3.7.1 Ouvrages.....	83
3.7.2 Rapports.....	83
3.7.3 Mémoires consultés	83
3.7.4 Articles.....	84
3.7.5 Webographie	84

ANNEXES : 86

1. Organigramme..... 86

2. Questionnaire /Bénéficiaires du projet..... 91